

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 14 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
335

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 129

Περί κηρώσεως του πρωτοκόλλου της 23ης Μαρτίου 1973 νέας παρατάσεως της Διεθνούς Συμφωνίας του Έλαιολάδου του έτους 1963 μετά τροποποιήσεων ταύτης.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει του Ήμετέρου Υπουργικού Συμβουλίου, απέφασισαμεν και διατάσσομεν :

Άρθρον Πρώτον.

Κυροῦται και κτᾶται ἰσχὺν Νόμου τὸ, ἐν Γενεύῃ συναφθέν τὴν 23ην Μαρτίου 1973 Πρωτόκολλον νέας παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Έλαιολάδου τοῦ έτους 1963, μετὰ τῶν τροποποιήσεων ταύτης ὑπογραφέν ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος ἐν Μαδρίτῃ τὴν 29ην Ὀκτωβρίου 1973 καὶ οὐτινος τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

PROTOCOLE DU 23 MARS 1973 PORTANT NOUVELLE RECONDUCTION DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE 1963, AVEC AMENDEMENTS AUDIT ACCORD

Les Parties au présent Protocole.

Considérant que l'Accord international sur l'huile d'olive 1963 (succédant à celui de 1956), reconduit par les Protocoles adoptés à Genève le 30 mars 1967 et le 7 mars 1969, y compris les amendements entrés en vigueur le 1er novembre 1971 (ces trois instruments étant ci-après dénommés «L'Accord») doit expirer, en principe, le 31 décembre 1973.

Désirant maintenir l'Accord en vigueur après cette date,

Sont convenues de ce qui suit :

Article Premier

1. L'Accord, tel qu'amendé par le présent Protocole, continuera à produire ses effets entre les Parties au Protocole jusqu'au 31 décembre 1978.

2. Tout Gouvernement qui devient Partie au présent Protocole sera considéré comme Partie à l'Accord amendé par ledit Protocole.

3. Pour les Parties au présent Protocole, l'Accord et le présent Protocole sont lus et interprétés comme constituant un seul instrument et seront considérés comme l'Accord international sur l'huile d'olive 1963, tel qu'amendé en 1973.

Article 2

Les dispositions correspondantes de l'Accord sont amendées comme suit :

PREAMBULE

Supprimer le premier alinéa du paragraphe i) et le remplacer par :

«est une culture fruitière pérenne qui, dans des conditions jugées normales, commence à produire à un âge variant entre 6 et 15 ans pour atteindre, en moyenne, sa pleine production aux environs de 30 ans»

Modifier le paragraphe iv) comme suit :

«Estimant qu'il est essentiel de poursuivre en la développant l'oeuvre entreprise dans le cadre de l'Accord international sur l'huile d'olive, 1956».

CHAPITRE I OBJECTIFS GENERAUX

Article 1

Supprimer le paragraphe 1 et le remplacer comme suit :

«1. De favoriser la coopération internationale en ce qui concerne les problèmes que pose l'huile d'olive dans le monde, de prévenir toute pratique de concurrence déloyale dans le commerce international d'huile d'olive et d'assurer la livraison d'une marchandise conforme à tous les termes des contrats passés».

Insérer un nouveau paragraphe 5 comme suit :

«5. D'étudier la possibilité d'introduire les mesures nécessaires en ce qui concerne les autres produits de l'olivier».

Remplacer le numéro du paragraphe 5 par le numéro 6 et modifier ce paragraphe comme suit :

«6. De poursuivre en la développant l'oeuvre entreprise dans le cadre de l'Accord international sur l'huile d'olive. 1956».

CHAPITRE II MEMBRES

Article 2

Remplacer le texte de cet article par le suivant :
«Chaque Partie Contractante constitue un seul membre du Conseil, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 2 de l'Article 24 du présent Accord».

CHAPITRE III DEFINITIONS

Article 3

Supprimer le paragraphe 1 et le remplacer comme suit :

«1. Par 'Conseil', on entend le Conseil oléicole international visé à l'Article 21 du présent Accord».

Supprimer le paragraphe 4 et le remplacer comme suit :

«4. Par 'Membre principalement producteur' on entend un membre dont la production d'olive a été, durant les campagnes oléicoles 1965/66 — 1970/71 comprises, supérieure à ses importations durant les années 1966 à 1971 comprises».

Supprimer le paragraphe 5 et le remplacer comme suit :

«5. Par 'Membre principalement importateur' on entend un membre dont la production d'huile a été, durant les campagnes oléicoles 1965/66 — 1970/71 comprises, inférieure à ses importations durant les années 1966 à 1971 comprises ou dont aucune production d'huile d'olive n'a été enregistrée durant ces mêmes campagnes oléicoles».

Insérer un nouveau paragraphe 6 comme suit :

«6. Par, «Membre» on entend une Partie contractante ou un territoire ou groupe de territoires ayant une représentation distincte ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 de l'Article 24 du présent Accord».

Insérer un nouveau paragraphe 7 comme suit :

«7. Si elle devient Partie Contractante, la Communauté économique européenne est considérée à la fois comme Membre principalement producteur' et comme 'Membre principalement importateur', étant entendu :

i) que les dispositions de l'Article 16 du présent Accord ne s'appliquent pas à la Communauté;

ii) que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 28 du présent Accord, la Communauté a le droit, pour toutes les questions relevant de la compétence communautaire, d'exprimer, au sein du Conseil, un vote correspondant aux voix attribuées à chacun de ses Etats membres qui sont Parties Contractantes, qu'ils soient Membres principalement producteurs ou Membres principalement importateurs;

iii) que la Communauté a également le droit, pour toutes les questions relevant de la compétence communautaire, d'exprimer, au sein de tout Comité du Conseil, un vote correspondant aux voix attribuées à ses Etats membres qui sont membres dudit Comité, et

iv) que, nonobstant les dispositions de l'Article 33 du présent Accord, les cotisations de la Communauté au budget administratif pour chaque année civile sont fixées par le Conseil en fonction du nombre de voix attribuées, au sein du Conseil, aux Etats membres de la Communauté qui sont Parties Contractantes, ces cotisations se substituent aux cotisations de chacun de ces Etats».

CHAPITRE IV OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Article 4

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 5

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 6

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Supprimer les mots «et d'éviter l'introduction de pratiques de concurrence déloyale dans le commerce mondial de l'huile d'olive».

Article 7

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer, chaque fois, par : «Membres».

CHAPITRE V

Supprimer le titre de ce chapitre et le remplacer par : «DENOMINATIONS ET DEFINITIONS DES HUILES D'OLIVE ET DES HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE. INDICATIONS DE PROVENANCE ET APPELLATIONS D'ORIGINE».

Article 8

Paragraphe 1 : Supprimer le paragraphe 1 et le remplacer par :

«1. La dénomination huile d'olive est réservée à l'huile provenant uniquement de l'olive, à l'exclusion des huiles obtenues par solvant, par procédés de réestérification et de tout mélange avec des huiles d'autre nature».

¶ Le paragraphe 2 de l'article est rédigé comme suit :

«Les Membres s'engagent à supprimer, tant pour le commerce intérieur que pour le commerce international, a dans le plus bref délai et au plus tard avant l'expiration du présent Accord tout emploi de la dénomination huile d'olive, seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent Article».

Article 9

Paragraphe 1 : Supprimer le paragraphe 1 et le remplacer par :

«1. Les dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive de différentes qualités sont données à l'Annexe A au présent Accord, qui précise, pour chaque dénomination, la définition correspondante, compte tenu pour chacune des qualités des recommandations intervenant en vertu du paragraphe 2 de l'Article 22 du présent Accord en matière de normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive ou de l'huile de grignons d'olive».

Paragraphe 2 : Supprimer le paragraphe 2 et le remplacer par :

«2. Ces dénominations, obligatoires dans le commerce international, doivent être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et d'huile de grignons d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages».

Article 10

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Après le mot «prendre», insérer : «dans le plus bref délai et, au plus tard, avant l'expiration du présent Accord».

Supprimer les mots «Articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord, et les remplacer par : «Articles 9 et 11 du présent Accord et s'efforceront de les étendre à leur commerce intérieur».

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «D'appellations d'origine, d'indications de provenance et de dénominations des huiles d'olive» et les remplacer par : «d'indications de provenance, d'appellations d'origine et de dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive».

Après les mots «se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive», ajouter : «et des huiles de grignons d'olive».

À la fin du paragraphe, insérer les mots : «et des huiles de grignons d'olive».

Article 11

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «des appellations d'origine ou les indications de provenance» et les remplacer par : «des indications de provenance ou les appellations d'origine».

Article 12

Paragraphe 1 : Supprimer le paragraphe et le remplacer par :

«Les contestations au sujet des indications de provenance et des appellations d'origine suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre du présent Accord ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes seront examinées par le Conseil».

Paragraphe 2 : Supprimer le paragraphe et le remplacer par :

«2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après avis de la Commission consultative prévue au paragraphe 1 de l'Article 35 du présent Accord et après

consultation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée d'un Membre principalement importateur et, si besoin est, de la Chambre de commerce internationale et des institutions internationales spécialisées en matière de chimie analytique; en cas d'insuccès et après que tous les moyens auront été mis en oeuvre pour arriver à un accord, les Membres intéressés auront le droit de recourir, en dernière instance, à la Cour internationale de Justice».

CHAPITRE VI

PROPAGANDE MONDIALE EN FAVEUR DE LA CONSOMMATION D'HUILE D'OLIVE

Article 13

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Les Gouvernements participants» et les remplacer par : «Les Membres contribuant au Fonds de propagande visé au paragraphe 3 du présent Article».

Paragraphe 2 : Après les mots «caractéristiques organoleptiques et chimiques» supprimer les mots «ainsi que» et les remplacer par : «et, au besoin...».

Article 14

Supprimer cet article et le remplacer par :

«Les programmes généraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l'Article 13 ci-dessus sont arrêtés par le Conseil en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet et des considérations et avis suivants :

a) une orientation prioritaire est donnée aux actions dans les pays principalement consommateurs et dans les pays susceptibles de connaître une expansion de la consommation de l'huile d'olive;

b) la mise en oeuvre des programmes ne peut être envisagée avant la date à laquelle les versements effectifs au Fonds de propagande auront atteint 70 % du montant des contributions à recouvrer;

c) consultation des organismes et institutions appropriés».

Article 16

Paragraphe 1 :

Premier alinéa : Dans la première phrase, supprimer les mots «Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs» et les remplacer par : «Les Membres principalement producteurs».

Dans la seconde phrase, supprimer le mot «Gouvernement» et le remplacer par : «Membre».

Deuxième alinéa :

Supprimer le mot «pays» et le remplacer par : «Membre».

Supprimer les mots «toute modification des coefficients prévus à l'Annexe B du présent Accord exige la décision unanime prévue au paragraphe 2 du présent Article» et les remplacer par : «toute modification des coefficients prévus à l'Annexe B à l'Accord tel qu'amendé en 1973 pouvant intervenir à cette occasion, exige une décision unanime des membres principalement producteurs».

Troisième alinéa :

Dans la première phrase, supprimer les mots «pays parties au présent Accord» et les remplacer par : «Membres». Dans la seconde phrase, supprimer les mots «pays principalement producteurs qui sont parties au présent Accord» et les remplacer par : «Membres principalement producteurs».

Quatrième alinéa :

Dans la première phrase, supprimer les mots «des Gouvernements des autres pays participants» et les remplacer par : «des Membres principalement importateurs».

Dans le texte en langue anglaise de cet alinéa, la dernière phrase est à supprimer.

Paragraphe 2.

Dans la première phrase, supprimer les mots «des Gouvernements participants des pays» et les remplacer par : «des Membres».

Supprimer les mots «Annexe B du présent Accord» et les remplacer par : «Annexe B à l'Accord tel qu'amendé en 1973».

Supprimer la seconde phrase et la remplacer par les phrases suivantes : «Les coefficients dont il s'agit déterminés en fonction de la production moyenne et des exportations ou importations nettes moyennes d'huile d'olive de chacun des Membres durant les campagnes oléicoles visées à l'Article 3 de l'Accord tel qu'amendé en 1973 dans la proportion de 20 % pour la production et de 80 % pour les exportations ou importations nettes feront l'objet, par le Conseil, d'une révision en 1976 pour son application à partir du 1er janvier 1977. Cette révision interviendra par décision prise à la majorité des quatre cinquièmes des suffrages exprimés et comprenant les voix d'au moins 70 % du nombre des Membres principalement producteurs, en prenant en considération la production moyenne et les exportations ou importations nettes moyennes d'huile d'olive de chacun des Membres principalement producteurs durant les campagnes oléicoles de 1968/69 à 1973/74 sur la base de la proportion sus-indiquée pour cette production et pour ces exportations ou importations nettes».

Paragraphe 3

Supprimer les mots «Gouvernements des pays» et les remplacer par : «Membres» Supprimer le mot «Gouvernement» et le remplacer par : «Membre». Supprimer les mots «Annexe B au présent Accord» et les remplacer par : «Annexe B à l'Accord tel qu'amendé en 1973». Supprimer le mot «Gouvernements» et le remplacer par : «Membres».

Paragraphe 7

Supprimer le paragraphe et le remplacer comme suit :

«7. Pour le recouvrement des contributions au Fonds de propagande et en cas de retard dans le versement de ces contributions, les dispositions du paragraphe 5 de l'Article 33 du présent Accord sont applicables».

Paragraphe 8.

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Paragraphe 9.

Premier alinéa :

Supprimer les mots «Gouvernement participant d'un pays principalement producteur» et les remplacer par : «Membre principalement producteur».

Deuxième alinéa :

Supprimer le mot «pays» et le remplacer par : «Membre».

CHAPITRE VII MESURES ECONOMIQUES

Article 19

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Supprimer les mots «Gouvernements non participants» et les remplacer par : «Gouvernements d'Etats non Membres du présent Accord».

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Supprimer les mots «détenus dans leur pays» et les remplacer par : «détenus dans leur territoire».

Supprimer les mots «exporter dans les pays participants ou autres» et les remplacer par : «exporter à des Membres ou non Membres du présent Accord».

Paragraphe 3 : Supprimer les mots «Gouvernements des pays» et les remplacer par : «Membres».

Paragraphe 4 : Dans la première phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Supprimer les mots «pays membres et d'autres pays» et les remplacer par : «Membres et non Membres du présent Accord».

Supprimer les mots «pays participants» et les remplacer par : «Membres».

Dans la seconde phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Paragraphe 5 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 20

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

CHAPITRE VIII ADMINISTRATION

Article 21

Dans le titre qui précède cet Article, supprimer les mots «Conseil oléicole» et les remplacer par : «Conseil oléicole international» ι).

Supprimer le texte de l'Article et le remplacer comme suit : «Le Conseil oléicole international est chargé d'administrer le présent Accord».

Article 22

Paragraphe 2 : Après les mots «des moyens d'assurer», insérer : «de développement des échanges internationaux et».

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Paragraphe 2, sous-paragraphe 1) : A la fin de ce sous-paragraphe, insérer : «et les huiles de grignons d'olive».

Sous-paragraphe II) : Supprimer les mots «de bureaux d'arbitrage internationaux» et les remplacer par : «d'un bureau de conciliation et d'arbitrage international». Après les mots «des huiles d'olive», insérer : «et les huiles de grignons d'olive».

Sous-paragraphe III) : A la fin du sous-paragraphe, insérer : «et de l'huile de grignons d'olive»;

Sous-paragraphe IV) : Supprimer les mots «de l'huile d'olive».

Paragraphe 3 : Après les mots «de l'huile d'olive», insérer : «et de l'huile de grignons d'olive».

Paragraphe 5, premier alinéa : Supprimer les mots «concernant l'huile d'olive», et les remplacer par : «oléicoles».

Deuxième alinéa : Supprimer les mots «suggestions et recommandations» et les remplacer par : «recommandations et suggestions».

Troisième alinéa : Après le mot «pays», insérer : «ou groupe de pays».

Paragraphe 6 : Supprimer ce paragraphe et le remplacer comme suit :

«6. Le Conseil établira les procédures selon lesquelles les Membres informeront ledit Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent Article ou découlant de l'exécution du présent Accord».

Article 24

Paragraphe 1 : Supprimer la première phrase et la remplacer par : «Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Partie Contractante est Membre du Conseil avec droit de vote».

Dans la seconde phrase, supprimer les mots «Il a le droit», ainsi que «il peut» et les remplacer, respectivement, par : «Elle a le droit» et par «elle peut» ι).

1) Cette modification n'est valable que pour la version en langues anglaise, espagnole et française.

Dans la troisième phrase, supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «un Gouvernement participant d'un pays principalement intéressé» et les remplacer par : «Une Partie Contractante principalement intéressée» ι).

Supprimer les mots «ce Gouvernement» et les remplacer par : «cette Partie Contractante» ι).

Supprimer les mots «dont il assure», ainsi que «s'il le désire» et les remplacer respectivement, par : «dont elle assure» et par : «si elle le désire» ι).

Paragraphe 3 : Dans la première phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Parties Contractantes».

Dans la deuxième phrase, supprimer les mots «de la délégation de son Gouvernement» et les remplacer par : «de sa délégation».

Paragraphe 4 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Parties Contractantes».

Article 25

Paragraphe 1 : Insérer la phrase suivante à la fin du paragraphe :

«Si un Membre invite le Conseil à se réunir ailleurs qu'au siège et si une décision conforme à cette invitation intervient, ce Membre prend à sa charge les frais supplémentaires en résultant pour le budget du Conseil».

Paragraphe 3, sous-paragraphe 1) : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Sous-paragraphe II) : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 26

Supprimer les mots «Gouvernements de pays» et les remplacer par : «Membres». Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 27

Dans la première phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres» et supprimer les mots «Gouvernements participant» et les remplacer par : «Membres».

Dans la seconde phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 28

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «pays participant» et les remplacer par : «Membre».

Ajouter au texte actuel les mots suivants : «... aucun Etat Membre ne pouvant détenir plus de 450 voix et aucun Membre moins de cinq voix».

Paragraphe 2 : Supprimer ce paragraphe.

Paragraphe 3 : Remplacer le numéro du paragraphe 3 par le numéro 2.

Article 29

Paragraphe 1 : Supprimer le mot «pays» et le remplacer par : «Membres».

Ajouter la phrase suivante : «Les voix des Membres qui s'abstiennent ne sont pas comptées».

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «Le Gouvernement d'un pays participant principalement producteur» et les remplacer par : «Un Membre principalement producteur».

Supprimer le mot «pays» et le remplacer par : «Membre».

1) Cette modification ne s'applique qu'à la version en langues espagnole, française et italienne de l'Accord.

2) Ces modifications ne s'appliquent qu'à la version en langue française de l'Accord.

Paragraphe 3 : Supprimer les mots «pays principalement producteur» dans les deux cas et les remplacer par : «Membre principalement producteur».

Supprimer les mots «détenus par son pays» et les remplacer par : «détenus par ledit Membre».

Paragraphe 4 : Supprimer les mots «Le Gouvernement d'un pays participant principalement importateur» et les remplacer par : «Un Membre principalement importateur».

Supprimer le mot «pays» et le remplacer par : «Membre».

Paragraphe 5 : Supprimer les mots «pays principalement importateur» et les remplacer par : «Membre principalement importateur».

Supprimer les mots «détenus par son pays» et les remplacer par : «détenus par ledit Membre».

Supprimer les mots «pays principalement importateurs» et les remplacer par : «Membres principalement importateurs».

Article 30

Paragraphes 1 et 2 : Supprimer ces paragraphes et les remplacer par le paragraphe 1 qui suit :

«1. Le Conseil peut désigner un Comité exécutif composé dans la proportion de trois cinquièmes et de deux cinquièmes respectivement de représentants des Membres principalement producteurs et des Membres principalement importateurs».

Paragraphe 3 : Remplacer le numéro de ce paragraphe par le numéro 2 et supprimer dans ce paragraphe les mots : «sur proposition de chacun des deux groupes mentionnés au paragraphe 1 du présent Article».

Paragraphes 4, 5, 6 et 7 : Remplacer respectivement les numéros de ces paragraphes par les numéros 3, 4, 5 et 6.

Paragraphe 8 : Remplacer le numéro de ce paragraphe par le numéro 7 et remplacer les mots «Gouvernement participant» par : «Membre».

Article 31

Paragraphe 4 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

CHAPITRE IX

STATUT, IMMUNITÉS ET PRIVILEGES

Supprimer le titre de ce chapitre et le remplacer par : «PRIVILEGES ET IMMUNITÉS».

Article 32

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «chaque Etat participant» et les remplacer par : «de territoire de chaque Membre».

Supprimer les mots «cet Etat» et les remplacer par : «ce Membre» 1)

Insérer un nouveau paragraphe 3 comme suit :

«3. Le Conseil, le Directeur et le personnel du Secrétariat bénéficient des privilèges, immunités et facilités prévus par la Convention relative au Siège du Conseil conclue entre le Conseil et le Gouvernement de l'Etat où se trouve ledit Siège».

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 33

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «de leurs Gouvernements respectifs» et les remplacer par : «des Membres intéressés».

Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Paragraphe 2 : Dans chacune des phrases de ce paragraphe, supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

1) Cette modification n'est valable que pour la version en langues française et italienne de l'Accord.

Paragraphe 3 : Dans la première phrase, supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre»; supprimer les mots «en vertu de l'Article 36», supprimer le mot «Gouvernement» et le remplacer par : «Membre».

Dans la seconde phrase, supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Paragraphe 5 : Supprimer ce paragraphe et le remplacer comme suit :

«5. Si un Membre ne verse pas intégralement sa cotisation au budget administratif dans un délai de six mois à compter du début de l'exercice financier, le Directeur l'invite à en effectuer le paiement la plus tôt possible. Si le Membre dont il s'agit ne procède pas au règlement de sa cotisation dans les trois mois qui suivent le délai précité, l'exercice de son droit de vote aux sessions du Conseil et aux réunions des Comités est suspendu jusqu'au versement intégral de la cotisation. Toute fois, à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord. Aucun vote ne peut le décharger de ses obligations financières découlant de l'Accord.»

CHAPITRE XI

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISMES

Supprimer ce titre et le remplacer par :

«COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET ADMISSION D'OBSERVATEURS»

Article 34

Supprimer cet Article et le remplacer par :

«1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou coopérer avec les Nations Unies et leurs Organes, en particulier, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales en tant que de besoin. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables en ce qui concerne sa coopération avec les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales. Il peut également inviter toute organisation visée au présent Article à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur.»

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la CNUCED dans le commerce international des produits de base, la tiendra, selon qu'il convient, au courant de ses activités et de ses programmes de travail.

3. Le Conseil peut également inviter tout membre des Nations Unies ou de l'une de leurs institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, non encore Partie au présent Accord, à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur».

CHAPITRE XII

CONTESTATIONS ET RECLAMATIONS

Article 35

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Paragraphe 3 : Supprimer les mots «Gouvernement participant», dans les deux cas, et les remplacer par : «Membre».

Après les mots «décision en la matière», insérer : «après consultation des Membres intéressés etc.»

Paragraphe 4 : Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Paragraphe 5 : Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Supprimer le mot «Gouvernement» et, dans chaque cas, le remplacer par : «Membre» 1)

CHAPITRE XIV

DUREE, AMENDEMENT, SUSPENSION, RETRAIT, EXPIRATION, RENOUVELLEMENT

Article 37

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Membres».

Article 38

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Gouvernement participant» et les remplacer par : «Membre».

Supprimer les mots «du présent Accord» et les remplacer par : «de l'Accord tel qu'amendé en 1973».

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Parties Contractantes».

Paragraphe 2 : Supprimer le mot «Gouvernement» et le remplacer par : «Membre».

Paragraphe 3 : Supprimer les mots «Gouvernement participant doit notifier au Gouvernement dépositaire s'il accepte» et les remplacer par : «Partie Contractante doit notifier au Gouvernement dépositaire si elle accepte» 2).

Paragraphe 4 : Supprimer les mots «tous les Gouvernements participants» et les remplacer par : «toutes les Parties Contractantes».

Paragraphe 5 : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Parties Contractantes».

Paragraphe 6 : Supprimer les mots «par les Gouvernements des pays participants» et les remplacer par : «par les Membres ou au nom de ceux-ci».

Supprimer les mots «par les Gouvernements de tous les pays participants» et les remplacer par : «par tous les Membres ou au nom de ceux-ci».

Sous-paragraphe a) : Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par : «Parties Contractantes».

Sous-paragraphe b) : Supprimer ce paragraphe et le remplacer comme suit :

(b) Le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une telle importance qu'il doivent en résulter pour les Membres qui ne l'acceptent pas une suspension de leur participation à l'Accord tel qu'amendé en 1973 à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Membres. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle importance, les Membres qui ne l'ont pas accepté font savoir au Conseil, avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable; les Membres qui en ont jugé ainsi et ceux qui n'ont pas fait connaître leur décision voient leur participation à l'Accord tel qu'amendé en 1973 automatiquement suspendue à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Toutefois, si l'un de ces Membres prouve au Conseil qu'il a été empêché d'accepter l'amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d'ordre constitutionnel ou institutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Membre ait notifié sa décision au Conseil».

Paragraphe 7 : Supprimer les mots «Gouvernement participant suspendu» et les remplacer par : «Membre dont la participation a été suspendue».

Article 39

Paragraphe 1 : Supprimer ce paragraphe et le remplacer comme suit :

«1. Si une Partie Contractante s'estime gravement lésée dans ses intérêts du fait qu'un signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas ou n'approuve pas le présent Accord tel qu'amendé en 1973 ou en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification, à une acceptation ou à une approbation, elle le notifie au Gouvernement dépositaire. Dès réception de cette notification, le Gouvernement dépositaire en informe le Conseil, qui examine la question à sa première session qui suit la réception de la notification. Si, après examen de la question par le Conseil, la Partie Contractante continue à considérer que ses intérêts sont gravement lésés, elle peut se retirer de l'Accord amendé en notifiant son retrait au Gouvernement dépositaire dans un délai de trente jours après notification de la décision du Conseil».

Paragraphe 2, sous-paragraphe a) : Supprimer les mots «Lorsqu'un Gouvernement participant» et les remplacer par : «Lorsqu'une Partie Contractante».

Sous-paragraphe b) : Supprimer les mots «Lorsqu'un Gouvernement participant» et les remplacer par : «Lorsqu'une Partie Contractante».

Supprimer les mots «d'un autre Gouvernement participant» et les remplacer par : «d'une autre Partie Contractante».

Supprimer les mots : «ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l'Article 42, de tout ou partie des territoires non métropolitains que représente un autre Gouvernement participant».

Sous-paragraphe c) : Supprimer les mots «Lorsqu'un Gouvernement participant» et les remplacer par : «Lorsqu'une Partie Contractante». Supprimer les mots «d'un autre Gouvernement participant» et les remplacer par : «d'une autre Partie Contractante».

Sous-paragraphe d) : Supprimer les mots «Lorsqu'un Gouvernement participant» et les remplacer par : «Lorsqu'une Partie Contractante».

Paragraphe 3 : Supprimer les mots «Un Gouvernement participant» et les remplacer par : «Une Partie contractante». Supprimer les mots «s'il est engagé» et les remplacer par : «si elle est engagée».

Article 40

Supprimer les mots «Gouvernements participants» et les remplacer par «Membres».

Article 41

Paragraphe 1 : Supprimer les mots «Tout Gouvernement participant qui se retire ou qui est suspendu de l'Accord» et les remplacer par : «Toute Partie Contractante qui se retire et tout Membre dont la participation à l'Accord est suspendue».

Ajouter après les mots «d'Accord», les mots : «tel qu'amendé en 1973».

Paragraphe 2 : Supprimer les mots «Tout Gouvernement participant» et les remplacer par : «Toute Partie Contractante».

Après les mots «d'Accord», ajouter : «tel qu'amendé en 1973».

CHAPITRE XV

APPLICATION TERRITORIALE

Article 42

Supprimer ce chapitre comprenant l'Article 42, paragraphes 1, 2 et 3.

1) Cette modification n'est valable que pour la version en langues anglaise, française et italienne de l'Accord.

2) L'une des modifications ne concerne que la version en langue française de l'Accord.

ANNEXE A

Supprimer le titre et le remplacer par : «DENO-MINATIONS ET DEFINITIONS DES HUILES D'OLIVE ET DES HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE».

Paragraphe 1 : Après les mots «huiles d'olive obtenues», ajouter le mot : «uniquement» et après les mots : «avec d'autres huiles», supprimer le reste de la phrase.

ANNEXE B

Supprimer la liste des pays et des coefficients pour la remplacer comme suit :

Algérie	1,47
Argentine	2,07
Espagne	37,07
Grèce	5,77
Israël	0,17
Italie	33,67
Liban	0,47
Maroc	1,61
Portugal	3,07
République arabe d'Egypte	0,17
République arabe syrienne	0,82
Tunisie	10,07
Turquie	3,57
Total	100,00

ANNEXE C

Supprimer le texte de cette annexe et le remplacer par :

Membres principalement producteurs	
Algérie	27
Argentine	21
Communauté économique européenne :	
Italie	450
Espagne	450
Grèce	187
Israël	8
Liban	12
Maroc	42
Portugal	78
République arabe d'Egypte	5
République arabe syrienne	28
Tunisie	88
Turquie	104
Membres principalement importateurs	
Communauté économique européenne :	
— Belgique/Luxembourg	5
— Danemark	5
— France	25
— Irlande	5
— Pays-Bas	5
— République fédérale d'Allemagne	8
— Royaume-Uni	8
Gabon	5
République arabe libyenne	28
République Dominicaine	5
Uruguay	5

ANNEXE D

Supprimé

Article 3

1. Tout Gouvernement membre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement peut devenir partie au présent Protocole, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle:

- en le signant; ou
- en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve d'une ratification, d'une acceptation ou d'une approbation; ou
- en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque Gouvernement signataire déclare si, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle, sa signature doit être ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Article 4

Le présent Protocole sera ouvert à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne qui est le Gouvernement dépositaire de l'Accord et du présent Protocole, jusqu'au 30 octobre 1973 inclus, à la signature de tout Gouvernement qui, à cette date, est partie à l'Accord.

Article 5

Lorsque la ratification, l'acceptation, l'approbation est requise, l'instrument correspondant doit être déposé, auprès du Gouvernement dépositaire de l'Accord, au plus tard le 31 décembre 1973, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé ledit instrument à cette date.

Article 6

Tout Gouvernement non signataire pouvant adhérer au présent Protocole en vertu de l'Article 9. peut notifier au Gouvernement dépositaire qu'il s'engage à satisfaire à la procédure constitutionnelle ou institutionnelle requise pour son adhésion audit Protocole, dans les délais les plus brefs.

Article 7

1. Tout Gouvernement signataire n'ayant pas été en mesure de déposer son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation le 31 décembre 1973 au plus tard, et ayant obtenu une prolongation de délai pour un tel dépôt en vertu de l'Article 5 du présent Protocole ainsi que tout Gouvernement non signataire ayant effectué la notification prévue à l'article 6 du présent Protocole peuvent indiquer, au Gouvernement dépositaire, qu'ils appliqueront à titre provisoire l'Accord tel qu'amendé par le présent Protocole.

2. Durant toute la période pendant laquelle l'Accord amendé par le présent Protocole est en vigueur, soit définitivement, soit provisoirement, un Gouvernement signataire ayant obtenu une prolongation de délai en vertu de l'Article 5 du présent Protocole ou un Gouvernement non signataire ayant donné l'indication prévue au paragraphe 1 du présent Article est Membre provisoire, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à la date à partir de laquelle ce Gouvernement devient Partie Contractante.

Article 8

1. Le présent Protocole entrera en vigueur, à titre définitif, le 1er janvier 1974 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements l'ayant signé et, si leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, l'ayant ratifié, accepté ou approuvé ou y ayant adhéré, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays principalement producteurs représentant ensemble au moins 60 % de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue à l'Article 3 de l'Accord, ainsi que les Gouvernements de trois pays principalement importateurs. Il entrera également définitivement en vigueur à toute date postérieure à son entrée en vigueur provisoire, lorsque les conditions indiquées dans la phrase qui précède en ce qui concerne le nombre de Gouvernements et le pourcentage de la production mondiale d'huile d'olive se trouveront remplies par le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur, à titre provisoire, le 1er janvier 1974 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements l'ayant signé et, si leur procédure constitutionnelle ou

institutionnelle l'exige, l'ayant ratifié, accepté, approuvé ou y ayant adhéré ou ayant indiqué qu'ils l'appliqueront provisoirement, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays principalement producteurs représentant ensemble au moins 60 % de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue à l'Article 3 de l'Accord, ainsi que les Gouvernements de trois pays principalement importateurs.

3. Si, au 1er janvier 1974, le présent Protocole n'est pas entré en vigueur soit provisoirement, soit définitivement, dans les conditions fixées aux paragraphes 1 et 3 du présent article, mais a reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation, approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le présent Protocole, l'Accord demeurera en vigueur, conformément au paragraphe 4 de l'Article 37 de l'Accord, au-delà du 1er janvier 1974 jusqu'à la date d'entrée en vigueur provisoire ou définitive du présent Protocole sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

4. Si, au 30 octobre 1973, le présent Protocole n'a pas reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation, approbation, les Gouvernements l'ayant signé et, si leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, l'ayant ratifié, accepté, approuvé ou y ayant adhéré ou ayant indiqué qu'ils l'appliqueront provisoirement, pourront décider d'un commun accord que le présent Protocole entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toute autre mesure que la situation leur paraîtra exiger.

Article 9

1. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement non signataire membre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. L'adhésion au présent Protocole sera considérée comme une adhésion à l'Accord tel qu'amendé en 1973.

3. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire de l'Accord et prendra effet à partir de la date de dépôt dudit instrument ou de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, si cette date est postérieure à l'autre.

Article 10

Si, au 31 décembre 1978, un nouvel accord a été négocié pour la reconduction ou le renouvellement de l'Accord dûment reconduit par le présent Protocole et a reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation, approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet par l'Accord, mais si ce nouvel accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, le présent Protocole demeurera en vigueur au-delà du 31 décembre 1978, jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

Article 11

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion à celui-ci déclarer, par notification adressée au Gouvernement dépositaire, que l'Accord tel qu'amendé en 1973 est rendu applicable à tel ou tel des territoires dont il assure actuellement en dernier ressort les relations internationales; ledit Accord s'applique aux territoires mentionnés dans la notification à compter de la date de celle-ci ou de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur pour ce Gouvernement, si elle est postérieure à la notification.

2. Toute Partie Contractante qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1 du présent Article peut, à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Gouvernement dépositaire que l'Accord tel qu'amendé en 1973 cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification, et ledit Accord cesse de s'appliquer au territoire dont il s'agit à compter de la date de cette notification.

3. Lorsqu'un territoire auquel l'accord tel qu'amendé en 1973 a été rendu applicable en vertu du paragraphe 1 du présent Article devient par la suite indépendant, le Gouvernement de ce territoire peut, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent son accession à l'indépendance, déclarer par notification au Gouvernement dépositaire qu'il a assumé les droits et obligations d'une Partie Contractante à l'Accord tel qu'amendé en 1973. Il devient Partie Contractante audit Accord à compter de la date de cette notification.

Article 12

Le Gouvernement dépositaire de l'Accord informera sans tarder les Gouvernements signataires et adhérents de toute signature, ratification, acceptation ou approbation du présent Protocole ou adhésion à ce Protocole de toute notification déposée et de toute indication effectuée conformément aux Articles 6 et 7 audit Protocole, ainsi que de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article 13

La Communauté économique européenne a les mêmes droits et pouvoirs que les Gouvernements visés au présent Protocole, y compris ceux auxquels il est fait référence aux Articles 3 et 9 du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant au regard de leur signature.

Les textes du Présent Protocole en langues anglaise, arabe, espagnole, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en communiquera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements qui auront signé le présent Protocole ou y auront adhéré.

Fait à Genève, le 23 mars 1973.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΤΗΣ 23ης ΜΑΡΤΙΟΥ 1973 ΝΕΑΣ ΠΑΡΑΤΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ, 1963, ΜΕΤΑ ΤΩΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΩΝ ΤΑΥΤΗΣ.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963, (διαδεχθεῖσα ἐκείνην τοῦ 1956), παραταθεῖσα διὰ τῶν υἱοθετηθέντων πρωτοκόλλων ἐν Γενεύῃ τὴν 30 Μαρτίου 1967 καὶ τὴν 7 Μαρτίου 1969, συμπεριλαμβανομένων τῶν τροποποιήσεων τεθεισῶν ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Νοεμβρίου 1971, (τὰ τρία ταῦτα ἔγγραφα ὀνομάζονται κατωτέρω Συμφωνία) δέον ὅπως λήξῃ, κατ' ἀρχὴν, τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1973,

Ἐπιθυμοῦντα ὅπως διατηρηθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία αὕτη καὶ μετὰ τὴν χρονολογίαν ταύτην,

Συμφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον Πρῶτον.

1. Ἡ Συμφωνία, τροποποιηθεῖσα διὰ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, θὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της μεταξύ τῶν συμβαλλομένων εἰς ταύτην μερῶν, ἕως τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1978.

2. Πᾶσα Κυβέρνησις ἣτις καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ θεωρῆται ὡς Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν τροποποιηθεῖσαν διὰ τοῦ εἰρημένου πρωτοκόλλου Συμφωνίαν.

3. Διὰ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Συμφωνία καὶ τὸ παρὸν πρωτόκολλον, θὰ ἀναγράφονται καὶ θὰ ἐρμηνεύονται ὡς συνιστάοντα ἓν μόνον ἔγγραφο καὶ θὰ θεωρῶνται ὡς ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου, τοῦ 1963, καθὼς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973.

Ἄρθρον 2

Αἱ ἀντίστοιχοι διατάξεις τῆς Συμφωνίας τροποποιούνται ὡς ἀκολούθως :

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Διαγράφεται τὸ πρῶτον ἐδάφιον τῆς παραγράφου 1 καὶ ἀντικαθίσταται τοῦτο ὑπὸ :

«εἶναι μία πολυετής καλλιέργεια ὀπωροφόρων δένδρων ἥτις ὑπὸ κανονικὰς συνθήκας, εἰσέρχεται ἐν παραγωγῇ εἰς ἡλικίαν κυμαινομένην μεταξύ 6 καὶ 15 ἐτῶν ἕνα φθάση κατὰ μέσον ὄρον, τὴν πλήρη παραγωγὴν πέραξ τῶν 30 ἐτῶν».

Τροποποιεῖται ἡ παράγραφος IV ὡς ἀκολούθως :

«Ἐκτιμῶντα ὅτι εἶναι οὐσιῶδες νὰ ἐξακολουθήσῃ αὕτη ἀναπτύσσουσα τὸ ἀναληφθὲν ἔργον ἐν τῷ πλαίσῳ τῆς Διεθνoῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου, τοῦ 1956».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

ΓΕΝΙΚΟΙ ΣΚΟΠΟΙ

Ἄρθρον 1

Καταργεῖται ἡ παράγραφος 1 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως :

«1. Νὰ εὐνοήσῃ τὴν διεθνή συνεργασίαν, εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰ προβλήματα τοῦ ἐλαιολάδου τὰ ὑπάρχοντα ἐν τῷ κόσμῳ νὰ ἀποτρέψῃ πάσαν ἐφαρμογὴν ἀθεμίτου ἀνταγωνισμοῦ εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου καὶ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν παράδοσιν τοῦ προϊόντος συμφώνως πρὸς ἅπαντας τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων συμβολαίων».

Καταχωρεῖται νέα παράγραφος 5 ὡς ἀκολούθως :

«5. Νὰ μελετήσῃ τὴν δυνατότητα νὰ εἰσαχθοῦν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰ ἕτερα προϊόντα τῆς ἐλαίας».

Ἀντικαθίσταται ὁ ἀριθμὸς τῆς παραγράφου 5 διὰ τοῦ ἀριθμοῦ 6 καὶ τροποποιεῖται ἡ παράγραφος αὕτη ὡς ἀκολούθως :

«6. Νὰ ἐξακολουθῇ αὕτη ἀναπτύσσουσα τὸ ἀναληφθὲν ἔργον ὑπὸ τῆς Διεθνoῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου, τοῦ 1956».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

ΜΕΛΗ

Ἄρθρον 2

Ἀντικαθίσταται τὸ κείμενον τοῦ ἄρθρου τούτου διὰ τοῦ ἀκολούθου :

«Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μῆρος ἀποτελεῖ ἓν μόνον μέλος τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 24, διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρον 3

Καταργεῖται ἡ παράγραφος 1 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κατωτέρω :

«1. Ὡς Συμβούλιον, νοεῖται τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον τοῦ Ἐλαιολάδου, περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 21 τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Καταργεῖται ἡ παράγραφος 4 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«4. Ὡς κυρίως παραγωγικὸν Μῆλος, νοεῖται ἓν μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγή τοῦ ἐλαιολάδου ἦτο κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐλαιοκομικῶν περιόδων 1965/66-1970/71, περιλαμβανομένων, ἀνωτέρα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1966 ἕως 1971 συμπεριλαμβανομένων.

Καταργεῖται ἡ παράγραφος 5 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως :

«5. Ὡς κυρίως εἰσαγωγικὸν Μῆλος, νοεῖται ἓν μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγή τοῦ ἐλαιολάδου ἦτο κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐλαιοκομικῶν περιόδων 1965/66-1970/71 συμπεριλαμβανομένων, κατωτέρα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1966 ἕως 1971 συμπεριλαμβανομένων ἢ τοῦ ὁποίου οὐδεμία παραγωγή ἐλαιολάδου ἐσημειώθη κατὰ τὰς ἰδίας ἐλαιοκομικὰς περιόδους».

Εἰσάγεται νέα παράγραφος 6 ὡς κάτωθι :

«6. Ὡς Μῆλος νοεῖται συμβαλλόμενον Μῆρος ἢ ἔδαφος ἐξηρημένον ἢ σύνολον ἐξηρημένων ἐδαφῶν, ἐγόντων διακεκριμένην ἀντιπροσώπευσιν, ὡς προβλέπεται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 24 τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Εἰσάγεται νέα παράγραφος 7 ὡς κάτωθι :

«7. Ἐὰν καταστῇ συμβαλλόμενον Μῆρος, ἡ Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότης, θεωρεῖται συγχρόνως ὡς «κύριον παραγωγικὸν μέλος» καὶ ὡς «κύριον εἰσαγωγικὸν μέλος» δοθέντος ὅτι :

I) Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὴν Κοινότητα,

II) Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 28 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Κοινότης ἔχει τὸ δικαίωμα δι' ἅπαντα τὰ Κοινοτικῆς ἀρμοδιότητος ἀντικείμενα, νὰ ἐκφράζῃ, ἐν τῷ Συμβουλίῳ, ψῆφον ἀντιστοιχοῦσαν πρὸς τὰς ἀποδιδόμενας ψήφους εἰς ἕκαστον τῶν Κρατῶν μελῶν αὐτῆς, τὰ ὁποῖα εἶναι συμβαλλόμενα Μέρη, καὶ εἶναι κυρίως παραγωγικὰ Μῆλη ἢ κυρίως εἰσαγωγικὰ Μῆλη,

III) Ἡ Κοινότης ἔχει ἐπίσης τὸ δικαίωμα, δι' ὅλα τὰ ἀνακύπτοντα Κοινοτικῆς ἀρμοδιότητος θέματα, νὰ ἐκφράζῃ εἰς ἅπασαν Ἐπιτροπὴν τοῦ Συμβουλίου, ψῆφον, ἀντιστοιχοῦσαν πρὸς τὰς ἀποδιδόμενας ψήφους εἰς τὰ Κράτη Μῆλη αὐτῆς, τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη τῆς εἰρημένης Ἐπιτροπῆς καὶ

IV) Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 33 τῆς παρούσης Συμφωνίας αἱ εἰσφοραὶ τῆς Κοινότητος, εἰς τὸν Διοικητικὸν Προϋπολογισμὸν δι' ἕκαστον ἡμερολογιακὸν ἔτος, καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου συναρτήσει τῶν ὑπὸ τούτου ἀποδιδόμενων ψήφων, εἰς τὰ Κράτη μέλη, τῆς Κοινότητος τὰ ὁποῖα εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη, αἱ εἰσφοραὶ αὗται ὑποκαθιστοῦν τὰς εἰσφοράς, ἐκάστου τῶν Κρατῶν αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

ΓΕΝΙΚΑΙ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ

Ἄρθρον 4

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Ἄρθρον 5

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Ἄρθρον 6

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «καὶ νὰ ἀποτρέψουν τὴν ἄσκησιν μεθόδων ἀθεμίτου ἀνταγωνισμοῦ εἰς τὸ παγκόσμιον ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου».

Ἄρθρον 7

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται, ἐκάστην φράσιν, ὑπὸ «Μέλη».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Καταργεῖται ὁ τίτλος τοῦ κεφαλαίου τούτου καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«ΟΝΟΜΑΣΙΑΙ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ ΤΩΝ ΕΛΑΙΟΛΑΔΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΠΥΡΗΝΕΛΑΙΩΝ ΕΝΔΕΙΞΕΙΣ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΟΝΟΜΑΣΙΑΙ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ».

Ἄρθρον 8

Παράγραφος 1 : Καταργεῖται ἡ παράγραφος 1 καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«1. Ἡ Ἡ ὄνομασία τοῦ ἐλαιολάδου ἀποδίδεται εἰς τὸ ἐλαιον προερχόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου ἐξαιρουμένων, τῶν ἐλαίων τῶν λαμβανομένων διὰ διαλυτικῶν, μέσων, διὰ μεθόδων ἐστεροποιήσεως καὶ παντός μείγματος μετ' ἐλαίων ἐτέρας φύσεως :

Ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου συντάσσεται ὡς κάτωθι :
«Τὰ μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ καταγγήσουν, τόσον διὰ τὸ ἐσωτερικὸν ἐμπόριον, ὅσον καὶ διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐντὸς τῆς βραχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον πρὸ τῆς λήξεως τῆς παρουσίας Συμφωνίας πᾶσαν χρῆσιν τῆς ὀνομασίας τοῦ ἐλαιολάδου, μόνως ἢ ἐν συνδυασμῶ μετ' ἑτέρας λέξεων, ἥτις δὲν θὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

Ἄρθρον 9

Παράγραφος 1. Καταργεῖται ἡ παράγραφος 1 καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«1. Αἱ ὀνομασίαι τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τῶν πυρηνελαίων διαφόρων ποιοτήτων δίδονται ἐν τῷ Α παραρτήματι τῆς Παρουσίας Συμφωνίας, τὸ ὁποῖον καθορίζει, δι' ἑκάστην ὀνομασίαν τὸν ἀντίστοιχον ὄρισμόν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν δι' ἑκάστην τῶν ποιοτήτων, τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 22 τῆς παρουσίας Συμφωνίας, γενομένων συστάσεων εἰς ἅτι ἀφορᾷ τοὺς σχετικούς κανόνες, διὰ τὰ φυσικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου ἢ τῶν πυρηνελαίων».

Παράγραφος 2. Καταργεῖται ἡ παράγραφος 2 καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«2. Αἱ ὀνομασίαι αὗται, ὑποχρεωτικαὶ εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον δέον ὅπως χρησιμοποιῶνται δι' ἑκάστην ποιότητα ἐλαιολάδου καὶ πυρηνελαίου καὶ νὰ ἐμφανίζονται μετὰ χαρακτηριστικὰς εὐαναγνωστὰς ἐφ' ὧν τῶν συσκευασιῶν».

Ἄρθρον 10

Παράγραφος 1. Καταργοῦνται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Κατόπιν τῆς λέξεως «λαμβάνουν», παρεμβάλλεται «ἐντὸς τῆς βραχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς λήξεως τῆς παρουσίας Συμφωνίας».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Ἄρθρα 8, 9, 11 καὶ 12 τῆς παρουσίας Συμφωνίας», καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ :

«Ἄρθρα 9 καὶ 11 τῆς παρουσίας Συμφωνίας καὶ θὰ προσπαθῆσιν νὰ τὰ ἐπεκτείνουν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τῶν ἐμπόριον».

Παράγραφος 2. Καταργοῦνται αἱ λέξεις «Ὄνομασίαι προελεύσεως, ἐνδείξεις προελεύσεως καὶ ὀνομασίαι τοῦ Ἐλαιολάδου» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ :

«Ἐνδείξεις προελεύσεως, ὀνομασίαι προελεύσεως καὶ ὀνομασίαι τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων».

Κατόπιν τῶν λέξεων «εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τῶν ἐλαιολάδων» προστίθενται «καὶ τῶν πυρηνελαίων».

Εἰς τὸ τέλος τῆς παραγράφου καταχωροῦνται αἱ λέξεις «καὶ τῶν πυρηνελαίων».

Ἄρθρον 11

Παράγραφος 1. Καταργοῦνται αἱ λέξεις «αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως ἢ αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ :

«Αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως ἢ αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως».

Ἄρθρον 12

Παράγραφος 1. Καταργεῖται ἡ παράγραφος καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«Αἱ ἀμφισβητήσεις ὡς πρὸς τὰς ἐνδείξεις προελεύσεως καὶ τὰς ὀνομασίας προελεύσεως, ἀνακύπτουσαι κατὰ τὴν ἐρμηνείαν τῶν ἔρων τοῦ παρόντος ἄρθρου τῆς παρουσίας Συμφωνίας, ἢ κατὰ τὰς δυσχερείας τῆς ἐφαρμογῆς, αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἔχουν ἐπιλυθῆ διὰ τῆς ἴδου τῶν ἀμέσων διαπραγματεύσεων θὰ ἐξετασθῶσι ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου».

Παράγραφος 2. Καταργεῖται ἡ παράγραφος καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

«2. Τὸ Συμβούλιον θὰ προβῆ εἰς προσπάθειαν, συμβιβασμοῦ, μετὰ γνώμης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παραγράφου 1, τοῦ ἄρθρου 35 τῆς παρουσίας Συμφωνίας μετὰ γνωμοδότησιν τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας, τῆς Διεθνοῦς Ὁμοσπονδίας Ἐλαιοκαλλιεργητῶν, μιᾶς εἰδικευμένης Ἐπαγγελματικῆς Ὀργανώσεως Μέλους κυρίως εἰσαγωγικοῦ καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου καὶ Ἐδικευμένου Διεθνοῦ Ἰδρυτικοῦ εἰς θέματα ἀναλυτικῆς χημείας, ἐν περιπτώσει δὲ ἀποτυχίας καὶ ἀποῦ κατόπιν θὰ ἔχουν χρησιμοποιηθῆ ὅλα τὰ μέσα διὰ νὰ ἐπιτευχθῆ συμφωνία, τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ προσφύγουν τελεσιδικῶς, εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΣ ΔΙΑΦΗΜΙΣΙΣ ΓΙΑΡ ΤΗΣ ΚΑΤΑΝΑΛΩΣΕΩΣ ΤΟΥ ἘΛΑΙΟΛΑΔΟΥ.

Ἄρθρον 13

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Τὰ συνεισφέροντα Μέλη εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ἀναφερόμενον ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου».

Παράγραφος 2 : Κατόπιν τῶν λέξεων «Ὀργανοληπτικὰ καὶ Χημικὰ χαρακτηριστικὰ» διαγράφονται αἱ λέξεις «καθὼς ἐπίσης καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «καὶ ἐν ἀνάγκῃ».

Ἄρθρον 14

Διαγράφεται τὸ ἄρθρον τοῦτο καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :
«Τὰ γενικὰ καὶ μερικὰ προγράμματα διαφημίσεως πρὸς ἐκτέλεσιν δυνάμει τοῦ ὡς ἄνω ἄρθρου 13, ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰ ἔσοδα τὰ ὁποῖα ἔχουν τεθῆ εἰς τὴν διάθεσίν του, διὰ τὸν ἐν λόγῳ σκοπὸν καὶ τὰς ἀκολουθούσας ἐκτιμήσεις καὶ γνώμας :

α) Εἰς προσανατολισμὸς κατὰ προτεραιότητα ἔχει δοθῆ διὰ τὰς διαφημιστικὰς ἐνεργείας εἰς τὰς κυρίως καταναλωτικὰς Χώρας καὶ τὰς Χώρας αἵτινες δύνανται νὰ αὐξήσιν τὴν κατανάλωσιν τοῦ ἐλαιολάδου.

β) Ἡ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων δὲν δύναται νὰ ἀντιμετωπισθῆ πρὸ τῆς χρονολογίας καθ' ἣν αἱ πραγματοποιηθεῖσαι πληρωμαὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως δὲν θὰ ἔχουν φθάσῃ τὸ 70% τοῦ ποσοῦ τῶν πρὸς εἰσπραξίν εἰσφορῶν.

γ) Γνωμοδότησις καταλλήλων Ὀργανισμῶν καὶ Ἱδρυμάτων».

Ἄρθρον 16

Παράγραφος 1

Πρῶτον ἐδάφιον : Εἰς τὴν πρώτην φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν», καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Τὰ κυρίως εἰσαγωγικὰ Μέλη». Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν διαγράφεται ἡ λέξις «Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ «Μέλος».

Δεύτερον ἐδάφιον : Διαγράφεται ἡ λέξις «Χώρα» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ «Μέλος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Πᾶσα τροποποίησις τῶν συντελεστῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ Β παραρτήματι τῆς Συμφωνίας, ἀπαιτεῖ τὴν ὁμόφωνον ἀπόφασιν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου «καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «πᾶσα τροποποίησις τῶν προβλεπομένων συντελεστῶν ἐν τῷ Β' Παραρτήματι τῆς Συμφωνίας, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973, δυνάμει νὰ γίνῃ ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ, ἀπαιτεῖ ὁμόφωνον ἀπόφασιν τῶν κυρίως παραγωγικῶν Μελῶν».

Τρίτον ἐδάφιον :

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «Χῶραι μέλη τῆς παρουσίας Συμφωνίας» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «Χῶραι κυρίως Παραγωγικαὶ αἵτινες εἶναι μέλη τῆς παρουσίας Συμφωνίας», καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη κυρίως παραγωγικά».

Τέταρτον ἐδάφιον :

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «Αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἄλλων μετεχουσῶν Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ :

«Τὰ Μέλη κυρίως εἰσαγωγικά».

Εἰς τὸ κείμενον, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν τῆς ὑποπαρογράφου ταύτης, ἡ τελευταία φράσις διαγράφεται.

Παράγραφος 2 :

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις «Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλη».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Παράρτημα Β τῆς παρουσίας Συμφωνίας» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Παράρτημα Β ἐν τῇ Συμφωνίᾳ ὡς ἐτροποποιήθη κατὰ τὸ 1973».

Διαγράφεται ἡ δευτέρα φράσις καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ τῶν ἀκολουθῶν φράσεων :

«Οἱ συντελεσταὶ περὶ ὧν πρόκειται, καθορισθέντες ἐν συναρτήσῃ μετὰ τὴν μέσιν παραγωγήν καὶ τὰς ἐξαγωγὰς ἢ τὰς μέσας καθαρὰς εἰσαγωγὰς ἐλαιολάδου ἐκάστου τῶν

Μελών κατά την διάρκειαν τῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν περιόδων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς Συμφωνίας, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973, κατ' ἀναλογίαν 20 % διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ 80 % διὰ τὰς ἐξαγωγὰς ἢ τὰς καθαρὰς εἰσαγωγὰς, θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον τοῦ Συμβουλίου, δι' ἀναθεώρησιν κατὰ τὸ 1976, ἐφαρμοστέαν ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1977. Ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ λάβῃ Χώρα δι' ἀποφάσεως ληφθείσης κατὰ πλειοψηφίαν τῶν 4/5 παρασχεθεισῶν ψήφων, περιλαμβανουσῶν 70 % τοῦλάχιστον τῶν ψήφων τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κυρίως Παραγωγικῶν Μελῶν πρὸς τοῦτο λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν, ἡ μέση παραγωγή καὶ αἱ ἐξαγωγαὶ ἢ αἱ μέσαι καθαρὰ εἰσαγωγὰ ἐλαιολάδου ἐκάστου τῶν κυρίως παραγωγικῶν Μελῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν περιόδων ἀπὸ 1668/69 ἕως 1973/1974 ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὡς ἄνω ἀναφερομένης σχέσεως διὰ τὴν παραγωγὴν ταύτην καὶ τὰς ἐξαγωγὰς ταύτας ἢ καθαρὰς εἰσαγωγὰς).

Παράγραφος 3 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Κυβερνήσεις Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Διαγράφεται ἡ λέξις «Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Παράρτημα Β ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Παράρτημα Β ἐν τῇ Συμφωνίᾳ ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973».

Διαγράφεται ἡ λέξις «Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλη».

Παράγραφος 7 :

Καταργεῖται ἡ παράγραφος καὶ ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως :

«7. Διὰ τὴν εἰσπραξίν τῶν εἰσφορῶν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως καὶ ἐν περιπτώσει καθυστερήσεως τῆς πληρωμῆς τῶν εἰσφορῶν τούτων, ἔχουν ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 33 τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Παράγραφος 8 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Παράγραφος 9 :

Πρώτη ὑποπαράγραφος :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσα Κυβερνήσις Χώρας κυρίως παραγωγικῆς» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλος κυρίως παραγωγικόν».

Δευτέρα ὑποπαράγραφος :

Διαγράφεται ἡ λέξις «Χώρα» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλος».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII. ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑ ΜΕΤΡΑ

Ἄρθρον 19

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσα Κυβερνήσις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μὴ μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Κυβερνήσεις Κρατῶν μὴ μελῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Παράγραφος 2 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «κατεχόμενα ἐν ταῖς χώραις τῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «κατεχόμενα ἐν τοῖς ἐδάφοις τῶν».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἢ ἐξάγουσιν εἰς τὰς μετεχούσας ἢ ἐτέρας Χώρας» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «ἢ ἐξάγουσιν εἰς τὰ Μέλη ἢ μὴ Μέλη τῆς Παρούσης Συμφωνίας».

Παράγραφος 3 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Κυβερνήσεις τῶν Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Παράγραφος 4 :

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Χῶραι Μέλη καὶ ἕτεραι Χῶραι» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη καὶ μὴ Μέλη τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Χῶραι» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Παράγραφος 5 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Ἄρθρον 20.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII ΔΙΟΙΚΗΣΙΣ

Ἄρθρον 21

Εἰς τὸν τίτλον ὁ ὁποῖος προηγεῖται τοῦ ἄρθρου τούτου διαγράφονται αἱ λέξεις «Συμβούλιον Ἐλαιολάδου» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Διεθνὲς Συμβούλιον Ἐλαιολάδου». 1)

Διαγράφεται τὸ κείμενον τοῦ ἄρθρου καὶ ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως : «Τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον τοῦ Ἐλαιολάδου εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ ἐπιμελῆται τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Ἄρθρον 22

Παράγραφος 2.

Κατόπιν τῶν λέξεων «τὰ μέσα νὰ ἐξασφαλίσῃ» μερεμβάλλεται «ἢ ἀνάπτυξις τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν καί».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Παράγραφος 2, ὑποπαράγραφος 1) εἰς τὸ τέλος τῆς ὑποπαραγράφου ταύτης καταχωρεῖται «καὶ τὰ πυρηνέλαια».

Ἰποπαράγραφος II) : Διαγράφονται αἱ λέξεις «Διεθνῶν Γραφείων Διαιτησίας» καὶ ἀντικαθίστανται αὗται ὑπὸ : «ἐνὸς Διεθνοῦς Γραφείου Συμβιβασμοῦ καὶ Διαιτησίας».

Κατόπιν τῶν λέξεων «τῶν ἐλαιολάδων» καταχωροῦνται «καὶ τῶν πυρηνελαιῶν».

Ἰποπαράγραφος III) : Εἰς τὸ τέλος τῆς ὑποπαραγράφου καταχωρεῖται : «καὶ τῶν πυρηνελαιῶν».

Ἰποπαράγραφος IV) : Διαγράφονται αἱ λέξεις «τοῦ ἐλαιολάδου».

Παράγραφος 3 : Κατόπιν τῶν λέξεων «τοῦ ἐλαιολάδου» καταχωρεῖται «καὶ τοῦ πυρηνελαιῶν».

Παράγραφος 5 πρώτη ὑποπαράγραφος :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἀφορᾷ τὸ ἐλαιόλαδον» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «ἐλαιοκομικῶν».

Δευτέρα ὑποπαράγραφος.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ὑποδείξεις καὶ συστάσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «συστάσεις καὶ ὑποδείξεις».

Τρίτη ὑποπαράγραφος.

Κατόπιν τῆς λέξεως «Χώρας» παρεμβάλλεται «ἢ ὁμάς χωρῶν».

Παράγραφος 6.

Διαγράφεται ἡ παράγραφος αὕτη καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι : «6. Τὸ Συμβούλιον θὰ καταρτίσῃ τὰς διαδικασίας συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας τὰ Μέλη θὰ πληροφοροῦν τὸ εἰρημένον Συμβούλιον τὰ Πορίσματα εἰς τὰ ὁποία, ἢ ἐξέτασις τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερομένων συστάσεων ἢ ὑποδείξεων θὰ ἔχουν ταῦτα ὁδηγήσῃ ἢ τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Ἄρθρον 24

Παράγραφος 1 :

Διαγράφεται ἡ πρώτη φράσις καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «ὡπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐκάστου Συμβαλλόμενον Μέρος, εἶναι Μέλος τοῦ Συμβουλίου μετὰ δικαιοῦματος ψήφου».

Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις : «Ἔχει τὸ δικαίωμα» ἐπίσης «δύναται» καὶ ἀντικαθίστανται αὗται ἀντιστοίχως ὑπὸ : «αὕτη ἔχει τὸ δικαίωμα» καὶ ὑπὸ «αὕτη δύναται».

«1. Ἡ τροποποίησις αὕτη δὲν ἔχει ἰσχύν, εἰ μὴ διὰ τὴν μεταγλώττισιν εἰς τὴν Ἀγγλικὴν Ἰσπανικὴν καὶ Γαλλικὴν».

Είς τὴν τρίτην φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσα Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλος».

Παράγραφος 2 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσα τὴς Κυβερνήσεως μιᾶς κυρίως ἐνδιαφερομένης Χώρας» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Συμβαλλόμενον τι Μέρος κυρίως ἐνδιαφερόμενον».

1. Ἡ τροποποίησις αὕτη ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὴν μεταγλώττισιν τῆς Συμφωνίας εἰς τὰς Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν γλώσσας.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἡ Κυβέρνησις αὕτη» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος».

(2. Αἱ τροποποιήσεις αὗται ἐφαρμόζονται μόνον εἰς τὴν μεταγλώττισιν τῆς Συμφωνίας εἰς τὴν Γαλλικὴν γλώσσαν.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «τῶν ὁποίων αὕτη ἐξασφαλίζει» καθὼς ἐπίσης «ἐὰν αὕτη ἐπιθυμῇ τοῦτο» καὶ ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως ὑπὸ :

«τῶν ὁποίων ταῦτα ἐξασφαλίζει» καὶ ὑπὸ «ἐὰν τοῦτο ἐπιθυμῇ» 2(.

(2. Αἱ τροποποιήσεις ἐφαρμόζονται μόνον εἰς τὴν σύνταξιν τῆς Συμφωνίας εἰς τὴν Γαλλικὴν Γλῶσσαν.

Παράγραφος 3.

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Συμβαλλόμενα Μέρη».

Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις : «τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Κυβερνήσεώς της» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «τῆς ἀντιπροσωπείας του».

Παράγραφος 4.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Συμβαλλόμενα Μέρη».

Ἄρθρον 25

Παράγραφος 1.

Καταχωρεῖται εἰς τὸ τέλος τῆς παραγράφου ἡ κάτωθι φράσις :

«Ἐὰν Μέλος προσκαλῇ τὸ Συμβούλιον νὰ συνεδριάσῃ ἀλλαγῆς ἐκτὸς τῆς ἑδρας του καὶ ἐὰν λαμβάνεται ἀνάλογος ἀπόφασις ἐπὶ τῆς γενομένης τοιαύτης προσκλήσεως, τὸ Μέλος τοῦτο, ἐπωμίζεται τὰ, ἐκ τοῦ Προϋπολογισμοῦ τοῦ Συμβουλίου, προκύπτοντα πρὸς τοῦτο συμπληρωματικὰ ἔξοδα».

Παράγραφος 3, ὑποπαραγράφος 1) :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Ὑποπαραγράφος II.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Ἄρθρον 26

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Κυβερνήσεις Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ «Μέλη».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Ἄρθρον 27

Εἰς τὴν πρώτην φράσιν, διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται αὗται ὑπὸ «Μέλη» καὶ διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Εἰς τὴν δευτέραν φράσιν διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται αὗται ὑπὸ : «Μέλη».

Ἄρθρον 28

Παράγραφος 1.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

Προστίθενται εἰς τὸ ὑπόχρον κείμενον αἱ κάτωθι λέξεις «... οὐδὲν Κράτος Μέλος δὲν δύναται νὰ ἔχη περισσοτέρους τῶν 450 ψήφων καὶ οὐδὲν Μέλος ὀλιγωτέρας τῶν 5 ψήφων».

Παράγραφος 2.

Καταργεῖται ἡ παράγραφος αὕτη.

Παράγραφος 3.

Ἀντικαθίσταται ὁ ἀριθμὸς τῆς παραγράφου 3 διὰ τοῦ ἀριθμοῦ 2.

Ἄρθρον 29

Παράγραφος 1.

Διαγράφεται ἡ λέξις «Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μελῶν».

Προστίθεται ἡ κάτωθι φράσις «Αἱ ψῆφοι τῶν Μελῶν τὰ ὅποια ἀπέχουν δὲν ὑπολογίζονται».

Παράγραφος 2.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Ἡ Κυβέρνησις μετεχούσης τινὸς Χώρας κυρίως παραγωγικῆς» καὶ ἀντικαθίστανται διὰ : «Μέλος τι κυρίως παραγωγικόν».

Διαγράφεται ἡ λέξις «Χώρας» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλους».

Παράγραφος 3.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Χώρας κυρίως παραγωγικῆς» εἰς τὰς δύο περιπτώσεις καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλους κυρίως παραγωγικοῦ».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «κατεχόμενοι ὑπὸ τῆς Χώρας του» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Κατεχόμενοι ὑπὸ τοῦ εἰρημένου Μέλους».

Παράγραφος 4.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Ἡ Κυβέρνησις μετεχούσης Χώρας τινὸς κυρίως εἰσαγωγικῆς» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλος τι κυρίως εἰσαγωγικόν».

Διαγράφεται ἡ λέξις «Χώρα» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ : «Μέλους».

Παράγραφος 5.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Χώρα κυρίως εἰσαγωγικῆς» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «κατεχόμενοι ὑπὸ τῆς Χώρας του» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : κατεχόμενοι ὑπὸ τοῦ εἰρημένου Μέλους».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Κυρίως εἰσαγωγικῶν Μελῶν».

Ἄρθρον 30

Παράγραφος 1 καὶ 2.

Διαγράφονται οἱ παράγραφοι αὗται καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 ὡς ἀκολούθως :

«1. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὀρίσῃ μίαν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν συντιθεμένην κατ' ἀναλογίαν τῶν 3/5 καὶ τῶν 2/5 ἀντιστοίχως τῶν ἀντιπροσώπων τῶν κυρίως παραγωγικῶν Μελῶν καὶ τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν Μελῶν».

Παράγραφος 3.

Ἀντικαθίσταται ὁ ἀριθμὸς τῆς παραγράφου ταύτης ὑπὸ τοῦ ἀριθμοῦ 2 καὶ διαγράφονται ἐκ τῆς παραγράφου ταύτης αἱ λέξεις «κατ' ἀναλογίαν ἐκάστης τῶν δύο ἀναφερομένων ὁμάδων ἐν τῇ παραγράφῳ I τοῦ παρόντος ἄρθρου».

Παράγραφος 4, 5, 6 καὶ 7.

Ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως οἱ ἀριθμοὶ τῶν παραγράφων τούτων ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 3, 4, 5 καὶ 6.

Παράγραφος 8.

Ἀντικαθίσταται ὁ ἀριθμὸς τῆς παραγράφου ταύτης διὰ τοῦ ἀριθμοῦ 7 καὶ ἀντικαθίστανται αἱ λέξεις «μετέχουσα Κυβερνήσις» ὑπὸ «Μέλους».

Ἄρθρον 31

Παράγραφος 4.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Μέλη».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ-ΚΑΘΕΣΤΩΣ, ΑΤΕΛΕΙΑΙ, ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΜΙΑΙ.

Διαγράφεται ὁ τίτλος τοῦ Κεφαλαίου τούτου καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ :

ΑΤΕΛΕΙΑΙ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΜΙΑΙ

Ἄρθρον 32

Παράγραφος 1.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐκάστον μετέχον Κράτος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «Τὸ ἔδαφος ἐκάστου Μέλους».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Τὸ Κράτος τοῦτο» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ : «τὸ μέλος τοῦτο». I)

1. Ἡ τροποποίησις αὕτη ἰσχύει μόνον διὰ τὴν σύνταξιν τῆς Συμφωνίας εἰς τὰς Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν Γλώσσας.

Καταχωρεῖται νέα παράγραφος 3 ὡς ἀκολούθως :

«3. Τὸ Συμβούλιον, ὁ Διευθυντὴς καὶ τὸ Προσωπικόν

της Γραμματείας απολαμβάνουν, προνομίων άτελείας και διευκολύνσεων προβλεπομένων εκ της σχετικής Συμβάσεως της έδρας του Συμβουλίου συναφθείσης μεταξύ του Συμβουλίου και της Κυβερνήσεως του Κράτους, ένθα εύρίσκεται ή λεχθεύσα έδρα».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον 33

Παράγραφος 1.

Διαγράφονται αι λέξεις «των άντιστοιχών Κυβερνήσεών των» και άντικαθίστανται υπό : «των ένδιαφερομένων Μελών».

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλος».

Παράγραφος 2.

Είς εκάστην φράσιν της παραγράφου ταύτης, διαγράφονται αι λέξεις : «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό «Μέλος».

Παράγραφος 3.

Είς την πρώτην φράσιν διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίσταται υπό : «Μέλος».

Διαγράφονται αι λέξεις «δυνάμει του άρθρου 36,» διαγράφεται ή λέξις «Κυβέρνησις» και άντικαθίσταται υπό «Μέλος».

Είς την δευτέραν φράσιν, διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και άντικαθίστανται υπό : «Μελών».

Παράγραφος 5.

Διαγράφεται ή παράγραφος αύτη και άντικαθίσταται ως κάτωθι :

«5. Έάν Μέλος δέν καταβάλη έξ ολοκλήρου την εισφοράν του είς τον Προϋπολογισμόν Διοικήσεως έντός προθεσμίας βμηγών από της έναρξεως της οικονομικής χρήσεως, ό Διευθυντής προσκαλεί τοϋτο ένα πραγματοποιήση την πληρωμήν τό δυνατόν ταχύτερον. Έάν τό περι οϋ πρόκειται Μέλος δέν προβαίη είς την τακτοποίησιν της εισφορας του έντός τριών μηνών της προαναφερομένης προθεσμίας, ή άσκησις του δικαιώματος της ψήφου αύτων είς τας συνόδους του Συμβουλίου και τας συσκέψεις των Έπιτροπών αναστέλλεται προσωρινώς έως της πληρωμής ολοκλήρου της εισφορας. Έν τούτοις, εκτός της ψήφου του Συμβουλίου, δέν στερείται οϋδενός άλλου εκ των δικαιωμάτων αύτου, μηδέ απαλλάσσεται οϋδεμιās εκ της παρούσης Συμφωνίας άπορροϋσης υποχρεώσεώς του.

Οϋδεμία ψηφοφορία δέν δύναται να απαλλάξη τό Μέλος τοϋτο των εκ της Συμφωνίας άπορροϋσών οικονομικών υποχρεώσεών του».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ. ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΜΕΘ' ΕΤΕΡΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ

Διαγράφεται ό τίτλος τοϋτος και άντικαθίσταται υπό : ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΜΕΘ' ΕΤΕΡΩΝ ΟΡΓΑΝΩΣΕΩΝ ΚΑΙ ΑΠΟΔΟΧΗ ΠΑΡΑΤΗΡΗΤΩΝ

Άρθρον 34

Διαγράφεται και άντικαθίσταται τό άρθρον τοϋτο, υπό :

«1. Τό Συμβούλιον λαμβάνει άπαντα τά ένδεδειγμένα μέτρα ένα προβή είς τας διαβουλεύσεις ή να συνεργασθή μετά των Ένωμένων Έθνών των όργάνων του, ιδιαιτέρως, της Διασκέψεως των Ένωμένων Έθνών δια τό Έμπόριον και την ανάπτυξιν (CNUCED), της Οργάνωσεως των Ένωμένων Έθνών δια τας Τροφάς και την Γεωργίαν και μεθ' έτέρων Ειδικών Ίδρυμάτων των Ένωμένων Έθνών και Έπεκρυβερνητικών Οργανισμών εάν παραστή ανάγκη. Δύναται επίσης να λαμβάνη πάντα τά μέτρα, τά όποια κρίνει προσήκοντα είς ότι άφορά την συνεργασίαν τοϋτου μετά των Οργάνωσεων και Κυβερνητικών και μη Κυβερνητικών Ίδρυμάτων. Δύναται επίσης να προσκαλή πάσαν αναφερομένην Οργάνωσιν είς τό παρόν άρθρον ένα παραστή, υπό την ιδιότητα του παρατηρητοϋ είς οίανδήποτε των συσκέψεων αύτου.

2. Τό Συμβούλιον, λόγω του διαφόρου ρόλου τον όποιον έχει ή CNUCED είς τό Διεθνές Έμπόριον των βασικών προϊόντων, θα προσκαλή ταύτην ύσάκις πρέπει κατά την διάρκεια των δραστηριοτήτων του και των προγραμμάτων εργασίας τοϋτου.

3. Τό Συμβούλιον δύναται επίσης να προσκαλή πᾶν μέλος του Οργανισμού των Ένωμένων Έθνών, ή έν των ειδι-

κευμένων Ίδρυμάτων του ή τό Διεθνές Γραφείον Άτομικής Ένεργείας μη ακόμη Μέλος της παρούσης Συμφωνίας, ένα παρίστανται, υπό την ιδιότητα του παρατηρητοϋ είς οίανδήποτε των συσκέψεων τοϋτου».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΙ - ΑΜΦΙΣΒΗΤΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΕΝΣΤΑΣΕΙΣ

Άρθρον 35

Παράγραφος 1.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλος».

Παράγραφος 3.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις», είς τας δύο περιπτώσεις και άντικαθίστανται υπό : «Μέλος».

Κατόπιν της λέξεως «έν προκειμένω άπόφασις» καταχωρείται «μετά συμβούλευσιν των ένδιαφερομένων Μελών και»

Παράγραφος 4.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλος».

Παράγραφος 5.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλος».

Διαγράφεται ή λέξις «Κυβέρνησις» και είς εκάστην περίπτωση άντικαθίσταται υπό : «Μέλος». 1)

1. Η τροποποίησις αύτη, ίσχύει μόνον δια την σύνταξιν της Συμφωνίας είς τας Άγγλικήν, Γαλλικήν και Ίταλικήν γλώσσας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΥ. ΔΙΑΡΚΕΙΑ, ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΙΣ, ΑΝΑΣΤΟΛΗ, ΑΠΟΧΩΡΗΣΙΣ, ΕΚΠΝΟΗ ΑΝΑΝΕΩΣΙΣ.

Άρθρον 37

Παράγραφος 2.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλη».

Άρθρον 38

Παράγραφος 1.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις» και άντικαθίστανται υπό : «Μέλη».

Διαγράφονται αι λέξεις «της παρούσης Συμφωνίας» και άντικαθίστανται υπό : «της Συμφωνίας ως αύτη έτροποποιήθη τό 1973».

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και άντικαθίστανται υπό : «Συμβαλλόμενα Μέρη».

Παράγραφος 2.

Διαγράφεται ή λέξις «Κυβέρνησις » και άντικαθίσταται υπό : «Μέλος».

Παράγραφος 3.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσα Κυβέρνησις όφείλει να γνωστοποιήση είς την θεματοφύλακα της Συμφωνίας Κυβέρνησιν, εάν άποδέχεται» και άντικαθίσταται υπό : «Συμβαλλόμενον Μέρος όφείλει να γνωστοποιήση είς την θεματοφύλακα της Συμφωνίας Κυβέρνησιν εάν άποδέχεται»

2. Μια των τροποποιήσεων άφορά μόνον την σύνταξιν της Συμφωνίας είς την Γαλλικήν γλώσσαν.

Παράγραφος 4.

Διαγράφονται αι λέξεις «άπαντα αι μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και άντικαθίστανται υπό : «άπαντα τά Συμβαλλόμενα Μέρη».

Παράγραφος 5.

Διαγράφονται αι λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και άντικαθίστανται υπό «Συμβαλλόμενα Μέρη».

Παράγραφος 6.

Διαγράφονται αι λέξεις «όπό των μετεχουσών Κυβερνήσεων των Κρατών» και άντικαθίστανται υπό : «όπό των Μελών ή έξ όνοματος αύτων».

Διαγράφονται αι λέξεις «όπό των Κυβερνήσεων όλων των μετεχουσών Κρατών» και άντικαθίστανται υπό : «όψ' όλων των Μελών ή έξ όνόματος αύτων».

Υποπαράγραφος α) :

Διαγράφονται αί λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και αντικαθίστανται υπό : «Συμβαλλόμενα Μέρη».

Υποπαράγραφος β) :

Διαγράφεται και αντικαθίσταται ως κάτωθι :

(β) Το Συμβούλιον αποφασίζει άνευ προθεσμίας εάν ή τροποποίησης είναι τοιαύτης σημασίας ώστε πρέπει τὰ μη αποδεχόμενα ταύτην μέλη νὰ αποκλεισθῶσι προσωρινῶς, νὰ μετέχουν εἰς τὴν Συμφωνίαν ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973, ἀφ' ἧς χρονολογίας ή τροποποίησης αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ κατὰ τοὺς ἔρους τῆς ὡς ἄνω ὑποπαραγράφου α) και πληροφορεῖ πρὸς τοῦτο ἅπαντα τὰ Μέλη. Ἐάν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίξῃ ὅτι ή τροποποίησης εἶναι τοιαύτης σημασίας, τὰ μη ἀποδεχόμενα ταύτην μέλη, θὰ γνωστοποιήσουν εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸ τῆς χρονολογίας ἀφ' ἧς ή τροποποίησης αὕτη δέον νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τοὺς ἔρους τῆς ὡς ἄνω ὑποπαραγράφου α) ἐάν ἐξᾶκολουθοῦν νὰ θεωροῦν ὡς ἀπαράδεκτον τὴν τροποποίησιν ταύτην. Τὰ μέλη τὰ ὁποῖα κρίνουν τοιοῦτοτρόπως καθῶς και ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν γνωστοποίηση τὴν ἀπόφασίν των, ἀποκλείονται αὐτομάτως ἀπὸ τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως νὰ μετέχουν εἰς τὴν Συμφωνίαν ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973. Ἐν τούτοις ἐάν ἐν ἐξ' αὐτῶν τῶν Μελῶν ἀποδεικνύη εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι παρεμποδίσθη νὰ ἀποδεχθῆ τὴν τροποποίησιν πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος κατὰ τοὺς ἔρους τῆς ὡς ἄνω παραγράφου α) ἐξ αἰτίας δυσχερειῶν Συναγματοκῆς ἢ Νομοθετικῆς μορφῆς, ἀνεξαρτήτως τῆς θελήσεώς του, τὸ Συμβούλιον δύνανται νὰ ἀναβάλῃ τὸ μέτρον τοῦ προσωπινῶ ἀποκλεισμοῦ, μέχρις ὅτου ὑπερπηδηθοῦν αἱ δυσχερείαι αὗται και τὸ μέλος νὰ γνωστοποιήσῃ τὴν ἀπόφασίν του εἰς τὸ Συμβούλιον».

Παράγραφος 7.

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἣτις ἔχει προσωρινῶς ἀποκλεισθῆ» και ἀντικαθίστανται ὑπό : «Μέλος τοῦ ὁποῖου ἢ συμμετοχῆ ἔχει προσωρινῶς ἀποκλεισθῆ».

Ἄρθρον 39

Παράγραφος 1.

Διαγράφεται ή παράγραφος αὕτη και ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«1. Ἐάν Συμβαλλόμενον Μέρος θεωρεῖ ὅτι θίγονται σοβαρῶς τὰ συμφέροντά του, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἐν ὑπογράφῃ μέλος τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973, δὲν τὴν ἐπικυρώνει, δὲν τὴν ἀποδέχεται ἢ δὲν τὴν ἐγκρίνει, ἢ ἐξ αἰτίας ἔρων ἢ ἐπιφυλάξεων διατυπωθέντων κατὰ τὴν ὑπογραφήν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχήν, ἢ τὴν ἐγκρίσιν τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς τὴν θεματοφύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν.

Ἡ θεματοφύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως πληροφορεῖ, περὶ τούτου τὸ Συμβούλιον, ὅπερ ἐξετάζει τὸ ἐν λόγω θέμα κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασίν του, μετὰ τὴν λήψιν τῆς γνωστοποίησης. Ἐάν, κατόπιν ἐξετάσεως τοῦ θέματος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ἐξᾶκολουθῆ νὰ θεωρῆθῇ θιγόμενα τὰ συμφέροντά του σοβαρῶς, δύνανται τοῦτο νὰ ἀποχωρήσῃ ἐκ τῆς τροποποιηθείσης Συμφωνίας, γνωστοποιῶν τὴν ἀποχώρησίν του εἰς τὴν θεματοφύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως, ἐντὸς προθεσμίας, τριάκοντα ἡμερῶν μετὰ τὴν γνωστοποίησιν τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου».

Παράγραφος 2. ὑποπαράγραφος α) :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ὁσάκις μετέχουσά τις Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίσταται ὑπό : «ὁσάκις συμβαλλόμενον τι μέρος».

Υποπαράγραφος β).

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ὁσάκις μετέχουσαι Κυβερνήσεις τις» και ἀντικαθίσταται ὑπό : «ὁσάκις Συμβαλλόμενον τι Μέρος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μιᾶς ἐτέρας μετεχούσης Κυβερνήσεως» και ἀντικαθίστανται ὑπό : «ἐνὸς ἐτέρου Συμβαλλόμενου Μέρους».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἢ συνέπειαι ἀποχωρήσεως, ἣτις γνωστοποιεῖται συμφώνως πρὸς τοὺς ἔρους τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 42 και ἀφορᾷ τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, τὰ ὁποῖα ἀντιπροσωπεύει ἕτερα μετέχουσα Κυβερνήσεις».

Υποπαράγραφος γ) :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ὁσάκις μία μετέχουσα Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίστανται ὑπό : «ὁσάκις ἐν Συμβαλλόμενον Μέρος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μιᾶς ἐτέρας μετεχούσης Κυβερνήσεως» και ἀντικαθίστανται ὑπό : «ἐνὸς ἐτέρου Συμβαλλόμενου Μέρους».

Υποπαράγραφος δ) :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ὁσάκις μετέχουσά τις Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίσταται ὑπό : «ὁσάκις Συμβαλλόμενον τι Μέρος».

Παράγραφος 3 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσά τις Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίστανται «Συμβαλλόμενον τι Μέρος».

Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐάν ὑποχρεοῦται τοῦτο» και ἀντικαθίστανται διά : «ἐάν ὑποχρεοῦται αὕτη».

Ἄρθρον 40

Διαγράφονται αἱ λέξεις «μετέχουσαι Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίστανται ὑπό : «Μέλη».

Ἄρθρον 41

Παράγραφος 1 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «πᾶσα μετέχουσα Κυβερνήσεις ἣτις ἀποχωρεῖ ἢ ἀποκλείεται προσωρινῶς τῆς Συμφωνίας» και ἀντικαθίσταται ὑπό :

«ΠΑΝ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ ἀποχωρεῖ και πᾶν Μέλος τοῦ ὁποῖου ἔχει προσωρινῶς ἀποκλεισθῆ ἢ συμμετοχῆ εἰς τὴν Συμφωνίαν».

Προστίθενται μετὰ τὴν λέξιν «Συμφωνία» αἱ λέξεις «ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973».

Παράγραφος 2 :

Διαγράφονται αἱ λέξεις «Πᾶσα μετέχουσα Κυβερνήσεις» και ἀντικαθίστανται ὑπό : Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος».

Μετὰ τὴν λέξιν «Συμφωνία» προστίθεται «ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV-ΕΔΑΦΙΚΗ ΕΦΑΡΜΟΓΗ

Ἄρθρον 42

Διαγράφεται τὸ κεφάλαιον τοῦτο, περιλαμβάνον τὸ ἄρθρον 42, παραγράφους, 1, 2 και 3.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

Διαγράφεται ὁ τίτλος και ἀντικαθίσταται οὗτος ὑπό : «ΟΝΟΜΑΣΙΑΙ» ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ ΤΩΝ ΕΛΑΙΟΛΑΔΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΠΥΡΗΝΕΛΛΙΩΝ».

Παράγραφος 1.

Μετὰ τὰς λέξεις «ἐλαιόλαδα ληφθέντα» προστίθεται ἡ λέξις «ἀποκλειστικῶς» και μετὰ τῶν λέξεων «με ἄλλης φύσεως ἔλαια» διαγράφεται τὸ ὑπόλοιπον τῆς φράσεως.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β΄.

Διαγράφεται ὁ πίναξ τῶν Χωρῶν και τῶν συντελεστῶν και ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

Ἀλγέριον	1,47
Ἀργεντινῆ	2,07
Ἰσπανία	37,07
Ἑλλάς	5,77
Ἰσραήλ	0,17
Ἰταλία	33,67
Λίβανος	0,47
Μαρόκον	1,61
Πορτογαλία	3,07
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Αἰγύπτου	0,17
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας	0,82
Τῦνις	10,07
Τουρκία	3,57

Σύνολον

100,00

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ',

Διαγράφεται τὸ κείμενον τοῦ παραρτήματος τούτου καὶ αντικαθίσταται ὑπὸ : Μέλη κυρίως παραγωγικά :

Ἀλγέριον	27
Ἀργεντινὴ	21
Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότης	
Ἰταλία	450
Ἰσπανία	450
Ἑλλάς	187
Ἰσραὴλ	8
Λίβανος	12
Μαρόκον	42
Πορτογαλία	78
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Αἰγύπτου	5
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας	28
Τύνις	88
Τουρκία	104
Μέλη κυρίως εἰσαγωγικά	
Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότης	
Βέλγιον - Λουξεμβούργον	5
Δανία	5
Γαλλία	25
Ἰρλανδία	5
Ὀλλανδία	5
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας	8
Ἡνωμένον Βασίλειον	8
Γκαμπόν	5
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Λιβύης	28
Δομινικανικὴ Δημοκρατία	5
Οὐρουγουάη	5

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Δ'.

Καταργεῖται.

Ἄρθρον 3

1. Πᾶσα Κυβέρνησις μέλος τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν ἢ Νομοθετικὴν διαδικασίαν τῆς :

- α) Διὰ τῆς υπογραφῆς τούτου ἢ
- β) Διὰ τῆς ἐπικυρώσεώς του, τῆς ἀποδοχῆς του, τῆς ἐγκρίσεώς του μετὰ τὴν υπογραφήν του ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς ἐγκρίσεως, ἢ
- γ) τῆς προσχωρήσεως εἰς τούτο.

2. Ὑπογράφουσα τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἐκάστη Κυβέρνησις δηλοῖ ἐάν, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν ἢ Νομοθετικὴν διαδικασίαν τῆς, ἢ ὑπογραφή τῆς ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν.

Ἄρθρον 4

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν ἐν Μαδρίτῃ, παρὰ τῇ Ἰσπανικῇ Κυβερνήσει, ἥτις θὰ εἶναι Κυβέρνησις θεματοφύλαξ τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἕως τῆς 30 Ὀκτωβρίου 1973 συμπεριλαμβανομένης, πρὸς ὑπογραφήν ὑφ' ὅλων τῶν Κυβερνήσεων αἰτινες κατὰ τὴν χρονολογίαν ταύτην, εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 5

Ὅταν ἡ ἐπικύρωσις, ἢ ἀποδοχὴ, ἢ ἐγκρίσις ἔχει πραγματοποιηθῆ τὸ ἀντίστοιχον ἔγγραφο, δεόν νὰ κατατεθῆ παρὰ τῆ Κυβερνήσει θεματοφύλακει τῆς Συμφωνίας, τὸ βραδύτερον τὴν 31 Δεκεμβρίου 1973, ἢ περισσοτέρας παρατάσεις προθεσμίας εἰς πᾶσαν ὑπογράφουσαν Κυβέρνησιν, ἥτις δὲν θὰ ἔχη μέχρι τῆς χρονολογίας ταύτης καταθέσῃ τὸ εἰρημένον ἔγγραφο.

Ἄρθρον 6

Πᾶσα μὴ ὑπογράφουσα Κυβέρνησις δυναμένη νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 9, ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν θεματοφύλακα, ὅτι ὑποχρεοῦται νὰ ἀκολουθήσῃ τὴν ἰσχύουσαν Συνταγματικὴν ἢ Νομοθετικὴν διαδικασίαν τῆς διὰ τὴν προσχωρήσιν τῆς εἰς τὸ προεξημένον Πρωτόκολλον ἐντὸς τῶν ταχύτερων προθεσμιῶν.

Ἄρθρον 7.

1. Πᾶσα ὑπογράφουσα Κυβέρνησις μὴ ὄσα εἰς θέσιν νὰ καταθέσῃ τὸ ἔγγραφον τὸ ἔγγραφον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως τὴν 31 Δεκεμβρίου 1973 τὸ βραδύτερον καὶ ἔχουσα λάβει παράτασιν προθεσμίας διὰ ταυτήν κατὰθεσιν, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καθὼς καὶ πᾶσα μὴ ὑπογράφουσα Κυβέρνησις ἔχουσα προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, γνωστοποιήσιν ὀφείλου νὰ δηλώσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν θεματοφύλακα, ὅτι θὰ ἐφαρμόζουσαν προσωρινῶς τὴν Συμφωνίαν ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν καθ' ἣν ἡ τροποποιηθεῖσα διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Συμφωνία, εἶναι ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὀριστικῶς, ὑπογράφουσα τις Κυβέρνησις ἔχουσα λάβει παράτασιν προθεσμίας δυνάμει τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ Κυβερνήσις τις μὴ ὑπογράφουσα, ἔχουσα παράσχει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δήλωσιν καθίσταται προσωρινὸν Μέλος μεθ' ὅλων τῶν ἀπορροουσῶν ὑποχρεώσεων καὶ δικαιωμάτων, μέχρι τῆς χρονολογίας ἀφ' ἧς ἡ Κυβέρνησις αὕτη καθίσταται Συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἄρθρον 8

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, ὀριστικῶς τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1974 ἢ εἰς πᾶσαν χρονολογίαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν 12 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, μετὰ τῶν Κυβερνήσεων αἰτινες θὰ ἔχουν ὑπογράψῃ τούτο καί, ἐάν ἡ Συνταγματικὴ ἢ Νομοθετικὴ διαδικασία των τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχουν ἐπικυρώσει τούτο, ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνει ἢ ἔχουν προσχωρήσει εἰς τούτο, ἐάν περιλαμβάνονται μετὰ τῶν αὐτῶν αἱ Κυβερνήσεις 6 κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τοῦλάχιστον τὰ 60% τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς τοῦ ἐλαίου κατὰ τὴν ἐν λόγω περιόδου προβλεπομένην ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς Συμφωνίας, καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ Κυβερνήσεις τριῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν.

Τούτο θὰ τεθῆ ἐπίσης ὀριστικῶς ἐν ἰσχύϊ εἰς πᾶσαν μεταγενεστέραν χρονολογίαν τῆς ἐνάρξεως προσωρινῶς ἰσχύος του, ὅταν οἱ ἀναφερόμενοι ὅροι ἐν τῇ φράσει ἥτις προηγείται εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸν ἀριθμὸν τῶν Κυβερνήσεων καὶ τὴν ἑκατοστιαίαν ἀναλογίαν τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς τοῦ ἐλαίου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐν λόγω περιόδου προβλεπομένην ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς Συμφωνίας, καθὼς καὶ Κυβερνήσεις τριῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν.

2. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς, τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1974 ἢ εἰς πᾶσαν χρονολογίαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν 12 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, μετὰ τῶν Κυβερνήσεων αἰτινες ἔχουν τούτο ὑπογράψῃ καί, ἐάν ἡ Συνταγματικὴ ἢ Νομοθετικὴ διαδικασία των τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχουν ἐπικυρώσει τούτο ἀποδεχθῆ, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει ἢ ἔχουν δηλώσει ὅτι θὰ ἐφαρμόσουσαν τούτο προσωρινῶς, ἐάν μετὰ τῶν αὐτῶν περιλαμβάνονται αἱ Κυβερνήσεις ἐν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τοῦλάχιστον τὰ 60% τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς τοῦ ἐλαίου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐν λόγω περιόδου προβλεπομένην ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς Συμφωνίας, καθὼς καὶ Κυβερνήσεις τριῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν.

3. Ἐάν, τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1974, τὸ παρὸν Πρωτόκολλον δὲν τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὀριστικῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀλλὰ ἔχει συγκεντρώσει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν, ἐγκρίσιν συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἢ Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 4 τοῦ ἄρθρου 37 τῆς Συμφωνίας, πέραν τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1974 μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκειά τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῆ τοὺς 12 μῆνας.

4. Ἐάν, τὴν 30ὴν Ὀκτωβρίου 1973, τὸ παρὸν Πρωτόκολλον δὲν ἔχει δεχθῆ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν, ἵνα δύναται νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν, ἐγκρίσιν, αἱ ὑπογράφουσαι τούτο Κυβερνήσεις καί, ἐάν ἡ Συνταγματι-

κῆ ἢ Νομοθετικὴ διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχουν τοῦτο ἐπι-
κυρώσει, ἀποδεχθῆναι, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει εἰς τοῦτο ἢ
ἔχουν δηλώσει ὅτι θὰ ἐγκριθῶσιν τοῦτο προσωρινῶς θὰ
δύνανται νὰ ἀπορροῦσιν κοινῇ συγκαταθέσει ὅτι τὸ παρὸν
Πρωτοκόλλον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς Χώρας
αὐτὰς ἢ θὰ δύνανται νὰ λάβουν οἰονδήποτε ἕτερον μέτρον
τὸ ὅποιον ἢ κατάστασις θὰ τὰς κάμῃ νὰ κρίνουν ὅτι ἀπαιτεῖ-
ται.

Ἄρθρον 9

1. Τὸ παρὸν Πρωτοκόλλον θὰ παραμείνῃ ἀνοιχτὸν πρὸς
προσχώρησιν πάσης μὴ ὑπογραψάσης Κυβερνήσεως Μέλους
τῆς Διασκέψεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον
καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν.

2. Ἡ προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν Πρωτοκόλλον θὰ θεω-
ρῆται ὡς προσχώρησις εἰς τὴν Συμφωνίαν, ὡς αὕτη ἐτρο-
ποποιήθη τὸ 1973.

3. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῆ διὰ τῆς καταθέ-
σεως τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεως παρὰ τῆ Κυβερνήσει θε-
ματολακεῖ τῆς Συμφωνίας καὶ θὰ ἔχῃ ἰσχύν ἀπὸ τῆς ἡμερο-
μηνίας τῆς καταθέσεως τοῦ προλεχθέντος Πρωτοκόλλου ἢ
ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος
Πρωτοκόλλου, ἐὰν ἡ χρονολογία αὕτη εἶναι μεταγενεστέρα
τῆς ἑτέρας.

Ἄρθρον 10

Ἐὰν τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1978, Νέα Συμφωνία ἔχῃ δια-
πραγματευθῆ διὰ τὴν παράτασιν ἢ ἀνανέωσιν τῆς Συμφωνίας
δεόντως παρατεθείσης διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ
ἔχει λάβει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύνανται νὰ τεθῆ
ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχῆν, ἐγκρίσιν συμφώνως
πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῆς Συμ-
φωνίας διατάξεις, ἀλλὰ ἐὰν ἡ νέα αὕτη Συμφωνία δὲν ἔχῃ
τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς, τὸ παρὸν Πρωτοκόλ-
λον θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ πέραν τῆς 31 Δεκεμβρίου 1978,
μέχρι τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας, χωρὶς καὶ
ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ δύνανται νὰ ὑπερβῆ
τοὺς 12 μῆνας.

Ἄρθρον 11.

1. Πᾶσα Κυβέρνησις δύνανται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς
ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου αὐτῆς ἐπικυρώ-
σεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ
τῆς προσχωρήσεως, εἰς τοῦτο, νὰ δηλώσῃ δι' ἀπευθυνομένης
πρὸς τὴν Κυβέρνησιν θεματοφύλακα τῆς Συμφωνίας ἀνακοινώ-
σεως ὅτι ἡ Συμφωνία ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973, κατέστη
ἐφαρμόσιμος εἰς ἐκεῖνον ἢ ἐκεῖνον ἐκ τῶν ἐδαφῶν τῆς, τῶν
ὁποίων ἐξασφαλίζει ἐπὶ τοῦ παρόντος ἀνεκκλήτως τὰς διε-
θνεῖς σχέσεις, ἢ εἰρημένῃ Συμφωνία, ἐφαρμόζεται εἰς τὰ
ἀναφερόμενα ἐν τῇ ἀνακοινώσει ἐδάφη ἀπὸ τῆς χρονολογίας
τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης, ἢ ἀπὸ τῆς χρονολογίας καθ' ἣν
τὸ παρὸν Πρωτοκόλλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ τὴν Κυβέρνησιν
ταύτην, ἐὰν εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἀνακοινώσεως.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἔχει προβῆ, εἰς τὴν
ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δηλώσιν
δύνανται, εἰς οἰανδήποτε μεταγενεστέραν στιγμὴν, νὰ δηλώ-
σῃ δι' ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν θεματοφύλακα ἀνα-
κοινώσεως ὅτι ἡ Συμφωνία αὕτη ὡς ἐτροποποιήθη τὸ 1973
παύει νὰ ἐφαρμόζεται εἰς τὸ καθοριζόμενον ἐν τῇ ἀνακοινώ-
σει, ἔδαφος καὶ ἢ εἰρημένῃ Συμφωνία παύει νὰ ἐφαρμόζεται
εἰς τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἔδαφος ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς
ἀνακοινώσεως ταύτης.

3. Ὅταν ἔδαφος τι εἰς τὸ ὅποιον ἡ Συμφωνία αὕτη, ὡς
ἐτροποποιήθη τὸ 1973 ἔχει καταστῆ ἐφαρμόσιμος δυνάμει
τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου 1, καθίσταται συ-
νεπῶς ἀνεξάρτητον, ἢ δὲ Κυβέρνησις τοῦ ἐδάφους τούτου
ὀφείλει ἐντός προθεσμίας 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς συναρσεως
τῆς εἰς τὴν ἀνεξαρτησίαν, νὰ δηλώσῃ δι' ἀνακοινώσεως εἰς
τὴν Κυβέρνησιν θεματοφύλακα ὅτι ἀναλαμβάνει τὰ δικαιοῦ-
ματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις Συμβαλλομένου Μέρους τῆς Συμ-
φωνίας ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη τὸ 1973.

Ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης καθι-
σταται Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς προλεχθείσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 12.

Ἡ θεματοφύλαξ Κυβερνήσεως τῆς Συμφωνίας θὰ πληροφοροῦν
ἄνευ καθυστέρησεως τὰς ὑπογραψάσας καὶ προσχωρησάσας
Κυβερνήσεις, δι' ἐκάστην ὑπογραφήν, ἐπικύρωσιν, ἀποδο-
χῆν ἢ ἐγκρίσιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ προσχώρησιν
εἰς τὸ Πρωτοκόλλον τοῦτο, δι' ἅπασαν κατατεθεῖσαν ἀνα-
κοίνωσιν καὶ δι' ἅπασαν γενομένην ἀνακοίνωσιν συμφώνως
πρὸς τὰς ἄρθρα 6 καὶ 7 τοῦ εἰρημένου Πρωτοκόλλου, κα-
θὼς ἐπίσης διὰ τὴν χρονολογίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόν-
τος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 13

Ἡ Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότης ἔχει τὰς ἰδίας
ἐξουσίας καὶ δικαιώματα μὲ τὰς ἀναφερομένας Κυβερνή-
σεις ἐν τῷ παρόντι Πρωτοκόλλῳ, συμπεριλαμβανομένων
ἐκεῖνων περὶ ὧν γίνεται μεία εἰς τὰ ἄρθρα 3 καὶ 9 τοῦ
παρόντος Πρωτοκόλλου.

Εἰς πίστωσιν ταύτην, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι δεόν-
τως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων
Κυβερνήσεων τῶν, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτοκόλλον
κατὰ τὰς ἑναντι τῶν ὑπογραφῶν τῶν χρονολογίας. Τὰ κεί-
μενα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Ἀρα-
βικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν, καὶ Ἀγγλικὴν γλώσσας, εἶ-
ναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουν κατα-
τεθῆ παρὰ τῆ Ἰσπανικῆ Κυβερνήσει, ἥτις θὰ διαβιβάσῃ
κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα πρὸς ὅλας τὰς Κυβερνήσεις,
αἱ ὁποῖαι θὰ ὑπογράψουν ἢ θὰ προσχωρήσουν εἰς τὸ παρὸν
Πρωτοκόλλον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 23ην Μαρτίου 1973.

Ἄρθρον 2

Ἡ ὑποπαράγραφος δ' τῆς παραγράφου 1 τοῦ Α παρα-
ρτήματος τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ
ἔτους 1963, κυρωθείσης διὰ τοῦ Α.Ν. 4530/1966 καὶ δημο-
σιευθείσης ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 153/1966 ΦΕΚ ΤΑ' ἐν μεταφρά-
σει Ἑλληνιστί, διορθώνεται ὡς ἀκολουθῶς :

δ) «Μειονεκτικὸν» (lampante) Ἐλαιόλαδον μὲ ἐλατ-
τωματικὴν γεῦσιν τοῦ ὁποίου ἢ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς
ελαϊκὸν ὀξύ εἶναι ἀνωτέρα τῶν 3,3 γραμμαρίων ἐπὶ 100
γραμμαρίων.

Ἄρθρον 3

Πρὸς ἀντιμετώπισιν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλά-
δος κατὰ τὴν διὰ τοῦ ὡς ἄνω Πρωτοκόλλου νέαν παράτασιν
τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963
μετὰ τῶν τροποποιήσεων ταύτης, ἀναγράφεται εἰς τὸν Προῦ-
πολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας ἢ ἀναγκαῖα
πίστωσις ὑπὸ ἴδιον κωδικὸν ἀριθμὸν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΕΝΟΦ. ΖΟΛΩΤΑΣ, ΑΓΓ. ΒΛΑΧΟΣ, ΔΗΜ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ,
ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ, ΠΑΝΑΓ. ΖΕΠΠΟΣ,
ΓΕΩΡΓ. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. Μ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟ-
ΠΟΥΛΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΛΟΥΤΡΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΦΩΤΙΑΣ, ΝΙΚΟΛ.
ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΦΑΡΜΑΚΙΔΗΣ, ΚΩΝΣΤ.
ΓΟΥΣΤΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΜΑΛΑΤΕΣΤΑΣ, ΣΠΥΡ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ,
ΕΥΑΓΓ. ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΛΕΒΕΝΤΗΣ, ΚΩΝΣΤ.
ΕΓΚΟΛΦΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ